

Trimestriel d'information et d'échanges édité par le Centre pour l'action non-violente



Terres Civiles

Mars 2012 – N°54

OGM
Pollution génétique en marche

en page 11

Montana
Nature writing

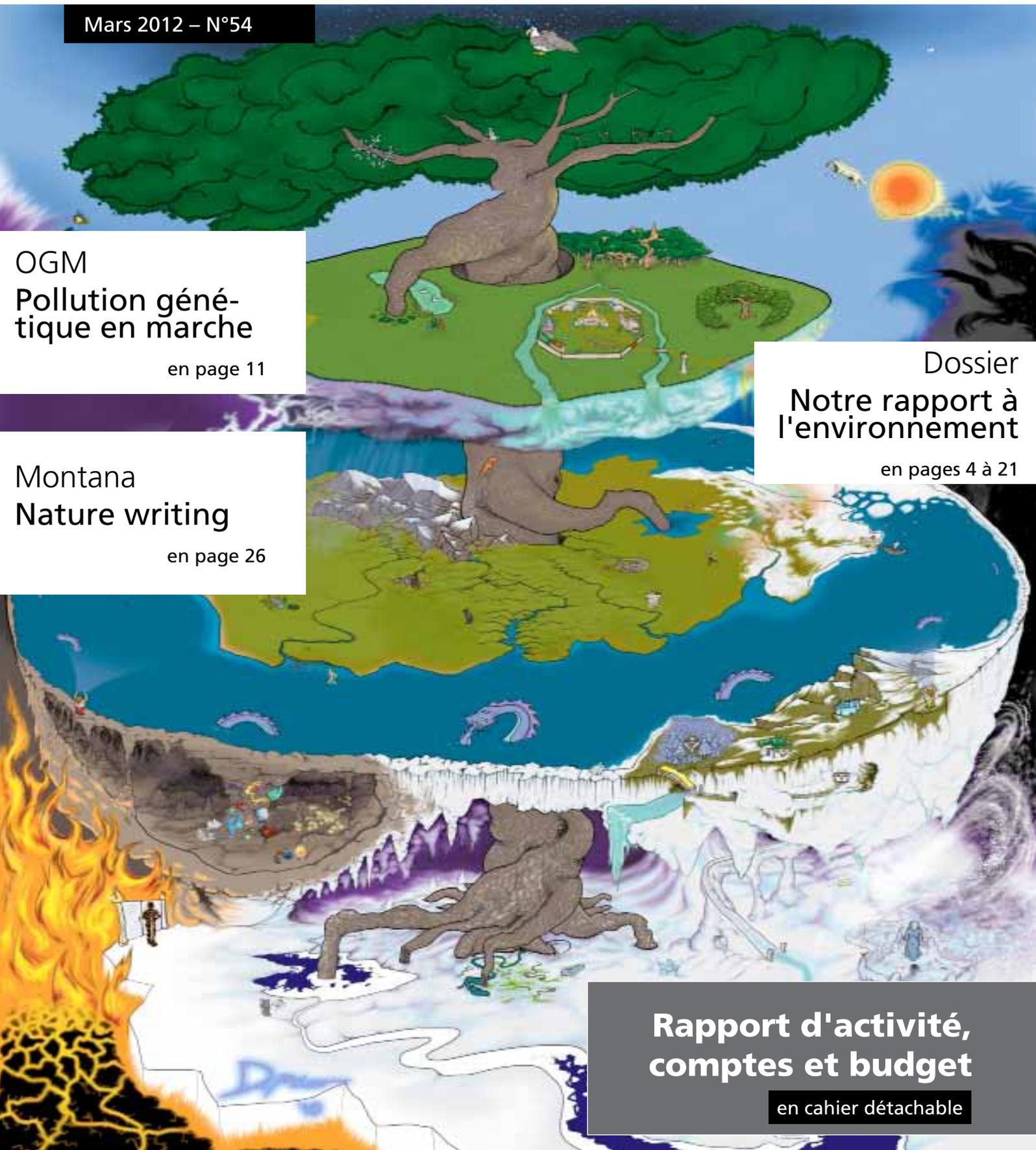
en page 26

Dossier
Notre rapport à
l'environnement

en pages 4 à 21

Rapport d'activité,
comptes et budget

en cahier détachable



Impressum

Terres Civiles est un trimestriel édité par le Centre pour l'action non-violente, association romande sans but lucratif.

Abonnement: Fr. 25.-/4 numéros ou compris dans la cotisation de membre.

Le CENAC vit pour l'essentiel des contributions de ses membres et de personnes sympathisantes. Cotisations pour une année civile: individuelle CHF 70.- (CHF 40.- budget modestes), familiale CHF 100.- (CHF 55.- budgets modestes). Les dons et autres soutiens sont les bienvenus. Pour un soutien régulier en tant que marraine ou parrain, merci de prendre contact avec le secrétariat.

Responsable d'édition:

Nicolas Morel Vust

Ont apporté leur contribution:

Amélie Ardiot, Sandrine Bavaud, François de Vargas, Elric888, Michel Maxime Egger, Pierre Flatt, Alexandre Loye, Michel Mégard, Michel Monod, Alexandra Strebel, Isabelle Veillon, Elisabeth Vust Morel.

Impression: Atelier Espace Grafic, Fondation Eben-Hézer, 1012 Lausanne

Imprimé sur papier FSC Mix / TCF (sans chlore, blanchi à l'oxygène)



Pour nous contacter:

Centre pour l'action non-violente
Rue de Genève 52 - CH -1004 Lausanne
Tél. [+41] (0)21 661 24 34
Courriel: info@non-violence.ch
Internet: www.non-violence.ch
Compte postal: CCP 10-22368-6

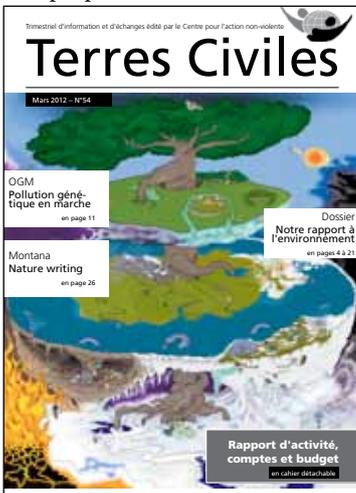


Illustration de couverture: Yggdrasil & the 9 worlds © elric888

Éditorial

Le voilà, il est de retour! Qui? Le *Terres Civiles*? Oui, bien sûr, mais surtout le printemps. Et qui dit printemps, dit nature qui s'éveille à nouveau et par là, notre conscience à la nature et à l'environnement se réveille-elle peut-être aussi. C'est ce qui nous a guidé lors de la rédaction de cette édition.

Nous y abordons notre relation à cet environnement qui nous permet de vivre, de respirer, boire, se nourrir... Se nourrir physiquement (lire en p. 10 et 11) mais aussi spirituellement en interrogeant notre rapport à la Terre et à la nature (p. 4 et 5) et notre besoin de la sauver pour se sauver ou pour être heureux.

Nous exploitons aussi les biens que la Terre nous offre, et ce sous bien des formes. Le pillage de ses bienfaits – et ses dramatiques conséquences sociales et écologiques – est vu à travers le négoce international des matières premières, un business de la honte bien à l'aise en Suisse (p. 13). Mais plus positivement par notre correspondante aux États-Unis, Amélie Ardiot, qui rejoint l'équipe de rédaction de *Terres Civiles* et nous propose la vision d'une gestion coopérative des biens environnementaux (p. 8). C'est aussi ce que propose le concept des villes *en transition* qui se développe autour des notions de créati-

tivité, d'entraide, d'épanouissement personnel et de sens communautaire (p. 6).

La littérature n'est pas en reste car elle nous offre aussi quantités de fictions pour nous faire rêver et voyager mais aussi pour se questionner et se positionner. Notamment à travers un courant littéraire bien installé aux États-Unis, le *nature writing*, à découvrir à travers les écrits de Rick Bass (p. 26).

En vous souhaitant une excellente lecture, je vous laisse sur cet extrait d'une pièce d'un amoureux de la nature pour qui observer le vivant afin de le comprendre et d'agir en respectant sa nature profonde aura été un leitmotiv tout au long de sa vie:



*Toute théorie est grise, mon bon ami,
mais vert et fleuri l'arbre précieux de la
Vie.*

Goethe,
in Faust

nmv

Vos annonces personnalisées dans Terres Civiles!

Tarifs : 1/6 page : CHF 150.- | 1/3 page : CHF 300.- | 1/2 page : CHF 450.-

Merci de prendre contact avec le secrétariat :

+41 21 661 24 34 ou info@non-violence.ch.

Délai de rédaction: 9 mai

Parution mi-juin.

La rédaction se réserve le droit de ne pas prendre en considération une proposition en désaccord avec le but du journal.



Volonté politique d'ouvrir le service civil aux femmes

En 2007, le Conseil fédéral rejetait la motion de Francine John-Calame, Conseillère nationale neuchâteloise, demandant d'ouvrir le service civil aux femmes. La position du Conseil fédéral se basait sur le refus par le peuple, en 1999, de l'initiative «La solidarité crée la sécurité: pour un service civil volontaire pour la paix (SCP)».

Un argument nouveau a permis de remettre sur scène politique la possibilité pour les femmes d'effectuer un service civil: l'abolition de l'examen de conscience, entré en vigueur le 1er avril 2009.

Les conditions d'accès au service civil pour les citoyens de sexe masculin étant assouplies, il devenait encore moins légitime d'en écarter les jeunes femmes. Actuellement, pour effectuer un service civil, elles doivent être aptes à faire l'armée, puis objecter.

Pour que les femmes ne soient plus discriminées, j'ai donc déposé en décembre 2009 une intervention au Grand Conseil vaudois. C'est en février 2011 que le Conseil d'État a donné un préavis positif pour renvoyer cette initiative parlementaire à Berne. Le

dossier est désormais défendu par la Conseillère d'État radicale Jacqueline de Quattro. Cette volonté politique vient indéniablement en appui à une revendication portée par les milieux non-violents et pacifistes.

Le service civil, encore aujourd'hui d'une durée supérieure au service militaire, n'est toujours pas pleinement reconnu. Cette vision pourrait changer dans un contexte semblant évoluer. La Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse a proposé, dans son rap-

port «Le Contrat citoyen» publié le 3 octobre 2011, de passer au libre choix entre services civil et militaire. L'initiative du GSsA «Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire!» a, quant à elle, été

déposée en janvier 2012.

Le service civil participe à promouvoir la cohésion sociale, à résoudre des conflits sans violence, à développer et maintenir durablement notre patrimoine culturel. Le slogan «Un service viril? Le service civil!», lancé par le CENAC, pourrait bien se voir réapproprié par les femmes.

Sandrine Bavaud

Sommaire

Éditorial	2
Politique	
<i>Ouverture du service civil aux femmes</i>	3
Dossier	
<i>Écologie & spiritualité</i>	4
<i>Écologie & bonheur</i>	5
<i>Villes en transitions</i>	6
<i>Gestion des biens environnementaux</i>	8
<i>Et si la terre disparaissait ?</i>	10
<i>OGM libres et affranchis</i>	11
<i>Négoce international des matières premières</i>	13
<i>Obsolescences programmées</i>	20
Vie du CENAC	
<i>Rapport d'activités 2011</i>	14
<i>Comptes 2011 et budget 2012</i>	16
Réseau non-violent	
<i>L'artillerie suisse «castrée»</i>	21
<i>Mercenariat moderne</i>	22
<i>Sniper U.S. sans remords</i>	22
<i>Le service civil international</i>	24
<i>Activistes de FEMEN torturées</i>	24
<i>La symbolique des cercles de silence</i>	25
<i>Maltraitance infantile et «cicatrices génétiques»</i>	25
Liens de fiction	
<i>Plumes au vent</i>	26
Se former	
<i>Agenda des formations</i>	27
Centre de documentation	
<i>Notes de lecture</i>	28
<i>Nouvelles acquisitions</i>	29
En bref	31
Agenda	32

Libérer notre être pour sauvegarder la Terre

Sociologue et journaliste de formation, Michel Maxime Egger, fin connaisseur de la spiritualité chrétienne orthodoxe, a fondé le réseau « Trilogies » qui met en dialogue traditions spirituelles et grandes problématiques de notre temps. Il nous propose ici quelques repères pour une écospiritualité.

La terre sue, souffre, dépérit... Globalisé et gouverné par la finance, notre mode de développement est non durable et inéquitable. Sa course au « toujours plus, toujours plus vite » se solde par un double épuisement : de la biosphère et des êtres humains (*burn out*). Nous le savons, nous nous indignons, mais rien ne change vraiment. Ou trop peu. Pourquoi le système résiste-t-il aux crises à répétition qui en révèlent le caractère absurde et destructeur ? Pourquoi poursuit-il sa course vers l'abîme, malgré des critiques toujours plus vives ?

Plusieurs éléments expliquent cette inertie. Des facteurs structurels liés aux jeux de pouvoir, d'intérêt et d'influence des acteurs de la mondialisation comme les Etats, les multinationales, l'OMC et le FMI. Mais aussi – souvent ignorées ou négligées – des raisons plus profondes, spirituelles. Qui participent de l'imbrication subtile entre la logique du capitalisme, notre système de représentation et certains ressorts intérieurs de notre être.

Comprendre cette imbrication exige de ne pas s'arrêter aux causes symptomatiques de la crise écologique, mais d'aller à ses racines. Celles-ci tiennent d'abord à la nature même du système économique dominant. Le capitalisme – sous ses différentes formes – est plus qu'un mode de production et d'échange des richesses. Il constitue un esprit (Max Weber), un imaginaire tissé de valeurs (liberté, richesse, réussite matérielle...) et d'indicateurs de performance (compétitivité, efficacité, rentabilité...) qui forment notre culture, collective et individuelle.

Le capitalisme n'est donc pas seulement extérieur à nous. Il vit également en nous, souvent à notre insu. De

deux manières. Premièrement, à travers le paradigme – dualiste, anthropocentrique et hypermasculin – qui s'est développé en Occident à partir de la fin du XVI^e siècle. La modernité a cristallisé un système de représentation fondé sur



la désacralisation de la création réduite à un stock de ressources, l'exaltation de la puissance rationnelle de l'être humain érigé en « maître et possesseur de la nature » (Descartes). Deuxièmement, à travers une extraordinaire capacité à manipuler nos affects les plus intimes. Le marché capture notre puissance de désir (d'infini) et la dégrade en envies (de consommation sans fin) que la publicité fait passer pour des besoins. Il joue avec notre peur de manquer – expression de notre angoisse de la mort – qu'il prétend juguler par la croissance et l'accumulation tout en entretenant une rareté artificielle.

Ces ressorts de l'*homo œconomicus* et du système capitaliste qui les instrumentalise sont au cœur de l'exploitation de la nature. Les envies et la peur sont les deux faces de la même médaille. Elles constituent le point de rencontre entre le développement économique et la destruction de la biosphère. Comme le disait Gandhi, véritable visionnaire, « il y a assez de ressources sur cette planète pour répondre aux besoins de tous, mais pas assez pour répondre aux convoitises et désirs de possession de chacun ».

C'est donc aussi à la lumière de ces mécanismes intérieurs qu'il convient de penser et d'agir si nous entendons sortir du système qui ravage notre planète. Cela engage notre responsabilité, suppose un travail de conscience et de libération intérieure. Si le capitalisme vit en nous, notre être n'est pas réductible à l'*homo œconomicus*. Il y a en chacun de nous une énergie qui résiste, qui aspire à autre chose, un autrement. C'est cette partie irréductible – l'image de Dieu en l'être humain, selon la tradition chrétienne – qu'il convient d'éveiller et de cultiver. Afin de mettre en boucle transformation (spirituelle) de soi et transformation (structurelle) du monde.

Michel Maxime Egger

La Terre comme soi-même

Tout nécessaires qu'ils soient, les écogestes, les lois vertes et les chartes éthiques ne suffisent pas. La Terre comme soi-même développe les fondements d'une écospiritualité visant à répondre en profondeur aux défis soulevés par la crise écologique. Contre les dualismes – issus de la modernité – à l'origine de l'irrespect envers la nature, Michel Maxime Egger propose une resacralisation de notre relation à la création. En relisant la tradition chrétienne dans une ouverture aux autres spiritualités et aux découvertes scientifiques, il souligne l'unité fondamentale entre l'humain, le cosmique et le divin. Incarner cette unité suppose d'acquiescer une autre forme de connaissance, d'opérer une transformation intérieure et d'expérimenter de nouveaux modes d'être et d'engagement dans le monde.

Michel Maxime Egger, *La Terre comme soi-même*, préface de Pierre Rabhi, Labor et Fides, 2012, 336 p.

Avons-nous besoin de la nature pour être heureux ?

Eric Lambin questionne les interactions entre bonheur humain et environnement naturel dans un ouvrage synthétique et accessible. Une invitation à penser autrement le changement.

L'argent ne fait pas le bonheur, dit l'adage. Consciente qu'un haut Produit Intérieur Brut (PIB) ne suffit pas à rendre une population heureuse, l'OCDE a créé en 2011 l'indice du Bonheur Intérieur Brut (*Gross National Happiness*). Ce BIB se base sur onze critères: revenu, logement, emploi, santé, sécurité, vie en communauté, gouvernance, éducation, environnement, sentiment de satisfaction personnelle, équilibre entre vie professionnelle et vie de famille (graphique interactif du BIB sur www.ocde.org)

Cette idée de mesurer le taux de bonheur ne date pas de l'année dernière, puisqu'en 1972 déjà le roi du Bhoutan parlait d'un indice BNB. Selon lui, le but d'un gouvernement était d'accroître davantage le Bonheur National Brut que le Produit National Brut, dans une recherche d'une «voie du milieu» entre matérialisme et spiritualité, visant à une forme de bonheur responsable.

Géographe de formation et enseignant universitaire, Eric Lambin cite en exemple la démarche politique du Bhoutan dans *Une écologie du bonheur*, où il propose une synthèse claire et détaillée des interactions entre bonheur humain et environnement.

Alors que l'impact des activités humaines sur les milieux naturels est étudié de par le monde depuis plusieurs années, la question pour ainsi dire renversée l'est moins; celle-ci constitue le fil rouge de ce livre: quel est l'impact des changements environnementaux sur le bien-être humain ?

Je protège la nature pour défendre mon bonheur

C'est pendant la fin du deuxième millénaire que la terre a été le plus dégradée; pendant cette période, l'espérance de vie

des Terriens et leur revenu moyen n'ont pas cessé d'augmenter, tout comme le dynamisme de l'économie mondiale. Du coup, questionne faussement naïvement Eric Lambin, «pourquoi devrions-nous donc modifier notre mode de consommation et de production, alors que nous en récoltons de généreux bénéfices, et cela depuis maintenant plus de deux siècles?». Ce raisonnement apaise les mauvaises consciences, et conforte certains dans leur politique de l'autruche. Mais jusqu'à quand? Car la facture des atteintes durables à notre planète risque bientôt de nous être présentée sous la forme d'une diminution du bien-être. Et le géographe de préciser que «pour éviter



que des seuils critiques de changements environnementaux ne soient dépassés, une transition vers un mode plus durable de développement devrait avoir été accomplie d'ici à 2050 environ. Vu l'inertie du système économique mondialisé et des systèmes naturels, cet objectif ne sera atteint qu'à la condition que toute la société se mobilise non pas demain, mais aujourd'hui».

Le temps presse terriblement, mais Lambin sait que la majorité des citoyens est (devenue) opaque aux discours écolo-alarmistes. Raison pour laquelle il se tourne vers des arguments «positifs». Il pourrait en effet s'avérer plus facile de susciter l'adhésion à une vaste entreprise de change-

ments avec des motivations anthropocentriques et égocentriques. Cela équivaudrait à: je protège la nature pour défendre mon bonheur.

De fait, dans les premiers chapitres, Eric Lambin souligne tout ce que nous avons à gagner d'une réconciliation avec la nature, puis traite des risques pour la santé et la sécurité liés à une modification rapide et profonde de l'environnement. Il présente ensuite les politiques novatrices de trois pays pourtant classés dans le bas de l'échelle du développement économique, le Costa Rica, le Vietnam et le Bhoutan. Et sa conclusion est en deux temps et deux teintes:

Il identifie et illustre d'abord cinq compromis nécessaire, cinq choix fondamentaux à faire: adopter un système de valeurs moins matérialiste; laisser la nature s'exprimer et s'en inspirer dans notre culture urbaine; considérer les animaux autrement que comme des «armoires à viandes»; faire de la mondialisation un vecteur de progrès humain; cultiver notre altruisme et notre sens de la responsabilité commune. Puis, il propose tout aussi clairement cinq stratégies à double bénéfice, favorables à la santé globale de l'homme et de la Terre: manger moins de viande; verdir les villes et rendre la nature accessible à chacun-e; adopter des modes de transport doux; améliorer à l'échelle mondiale l'organisation contre la dégradation du climat et de l'environnement; renforcer le nombre d'institutions œuvrant dans le développement durable et la distribution équitable des ressources.

Ainsi, ce livre permet-il de passer de la théorie à l'action et témoigne au demeurant de l'importance pour l'homme de son sentiment d'appartenance au monde naturel.

Elisabeth Vust Morel

Eric Lambin, *Une écologie du bonheur*, Editions du Pommier, 2009, 349 p.

Villes en transition

Dans son article *Économie et non-violence*¹, François de Vargas s'interroge sur les conséquences de nos inconsciences soci(ét)ales, environnementales et ressourcières. Pour répondre de manière pratique à ces questions, le concept de transition voit le jour.

Dans les années 2000, l'Anglais **Rob Hopkins** (photo), docteur en sciences humaines et sociales, enseigne la permaculture à Kinsale en Irlande. Son cours comporte les modules suivants : agriculture biologique, construction naturelle, gestion sylvicole durable, résolution de conflits, leadership communautaire, nutrition, écologie du territoire, création de sa propre entreprise. La nouveauté de ce cours attire de très nombreux étudiants.

De la permaculture à la réduction énergétique

La **permaculture**² est un ensemble d'interactions imitées de la nature permettant de prendre soin de la terre et des hommes et de partager équitablement les ressources. Chaque élément a plusieurs fonctions; par exemple un arbre est à la fois esthétique et source de nourriture, de bois de chauffage, de copeaux pour couvrir les cultures, il crée un microclimat, contrôle l'érosion, abrite la faune, etc...

Par le travail même des étudiants, le campus se transforme en permaculture : d'étendue de pelouse qu'il était, il devient un paysage diversifié, comprenant une petite zone boisée, une maison en botes de foin, un polytunnel de culture et des plates-bandes de légumes, un jardin forestier, un étang et un amphithéâtre en bois construit avec des matériaux locaux et de récupération.

En 2003, Rob Hopkins entend parler du **pic pétrolier**. Il prend conscience: que seraient nos sociétés sans pétrole? Plus d'ordinateurs, plus de nourriture venant des quatre coins du monde, plus de voitures et d'avions, plus de plastique, plus de...

Il retourne la question: et si l'on parlait de plus de convivialité, plus

d'économies locales et artisanales, plus de créativité, plus d'entraide, plus de partage des savoirs, plus de jardinage, de santé, d'épanouissement personnel et de sens communautaire?

Dans sa **vision positive** de l'avenir, Rob Hopkins met l'accent sur l'enthousiasme, l'émerveillement, le bonheur de créer ensemble, plutôt que sur la culpabilité, la peur et la colère.

Avec ses étudiants, il travaille pour créer le **Plan de descente énergétique** de Kinsale. Il développe une stratégie reproductible pour mobiliser les talents, la vision et la bonne volonté des gens ordinaires.

Ce processus de planification stratégique communautaire rencontre un vif succès d'un bout à l'autre du Royaume-Uni.



La transition, une initiative non-violente

Villes en transition, quartiers en transition, territoires en transition, cultures en transition sont des **Initiatives de Transition**³. Il s'agit d'opérer la transition entre la situation actuelle menacée par la raréfaction du pétrole, le

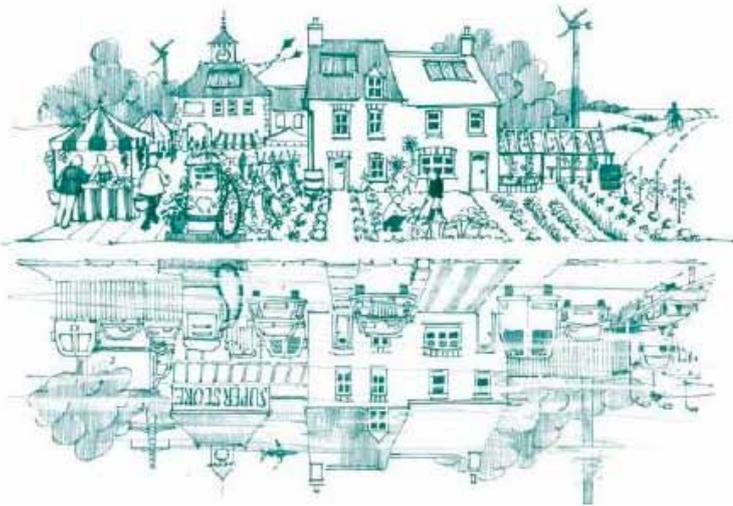
réchauffement climatique, la déchéance imminente de notre système économique et un futur où les communautés locales seraient résilientes par rapport aux chocs extérieurs, guéries des aliénations actuelles, autosuffisantes et solidaires. Ceci par des solutions qui excellent par leur simplicité, leur faible coût, voire leur gratuité et leur intégrité écologique.

Dans notre contexte, la **résilience** signifie être prêt pour un avenir plus sobre, être capable de s'adapter aux situations de crises et aux manques. Une meilleure cohésion sociale permet la valorisation des citoyens et la mise en action des ressources personnelles de chacun (en force physique, imagination, créativité donnant une image de réussite positive de soi).

La Transition n'a rien d'une révolution abrupte et violente, elle est une évolution lente et paisible, où nous nous inspirons de notre propre histoire (réapprendre les savoir-faire oubliés). Il s'agit d'un projet collectif, social, non-violent par essence, se situant à l'opposé des projets d'exploitation industrielle des sols et des ressources de la planète.

Pour lancer une initiative de transition...

Un groupe de pilotage temporaire se forme pour la mise en route. Sans attendre de miracle technologique ou d'hypothétiques décisions politiques, il convient de **réfléchir pour agir**.



Dans un premier temps, s'engager dans une réflexion entre citoyens au sujet du mode de vie ambiant. Le groupe de pilotage organise une campagne de sensibilisation (débat, conférences, projections de films) et recrute des membres.

Différents groupes se forment, ils définissent un certain nombre d'idées et de projets spécifiques par rapport à leur situation géographique, climatique, culturelle.

Puis l'initiative de transition est lancée officiellement par une manifestation d'envergure afin de demeurer dans la mémoire du lieu de vie. Ce lancement prend souvent la forme d'une fête et d'une libération, une chance d'inventer un monde différent. La Transition offre aux communautés locales la possibilité de **repandre leur destin en main**, et aux individus de renouer entre eux des liens enrichissants et solidaires.

L'étape suivante voit se constituer des ateliers, des forums ouverts⁴, lieux d'échanges et de réflexion pragmatique. Animés d'une vision et d'un esprit **résolument positifs**, ils abondent en réponses et solutions originales et abordent tous les domaines de la vie quotidienne: alimentation, transports, santé, déchets,

habitat, éducation, travail, etc.

La vision se forge en se projetant dans son propre quartier en 2030. Comment

sera mon environnement dans vingt ans? Comment est-ce que

je le désire? Qu'est-ce que j'y verrai? y mangerai? Comment y habiterai-je? m'y déplacerai-je?

Se créent alors les nouveaux plans d'actions: descente énergétique, relocalisation, mobilité douce, coopératives de production et d'achat, cultures maraîchères communautaires, solidarité et partage tels que co-voiturage, co-jardinage, troc, SEL (Systèmes d'Echange Local), etc.

Les actions collectives (convertir un parking en espace vert ombragé par des arbres fruitiers) deviennent des événements festifs. Les actions individuelles (cultiver des légumes dans sa cour ou sur son balcon, avoir trois poules dans son jardin, se déplacer à pied ou à vélo) donnent confiance en sa propre autonomie.

Dans l'idéal, la Transition génère une dynamique fédératrice de tous les acteurs locaux (individus, associations, institutions, entreprises) en facilitant leur mise en réseau et le **faire ensemble**. À ce stade, le processus est à maturité, la Transition s'effectue à son rythme dans les différents secteurs.

Aujourd'hui il existe des milliers d'Initiatives surtout dans les pays anglophones depuis le Canada jusqu'en Australie. En France, 80 Initiatives sont recensées, une vingtaine sont en gestation. Nous ne connaissons pas les chiffres pour la Suisse.

Isabelle Veillon

En conclusion

«Les êtres humains ne sont pleinement humains que s'ils s'occupent les uns des autres, et c'est dans ce que nous accomplissons de manière collective que la majorité d'entre nous trouve le plus aisément le bonheur. Si nous nous joignons à nos voisins dans l'aventure de construire une économie locale qui nous approvisionne tous et nous fait tous vivre, un bonheur véritable et une joie profonde nous attendent.» Richard Douthwaite

1. *Terres Civiles* No 50 mars 2011

2. Voir sites <http://fr.wikipedia.org/wiki/Permaculture> ou <http://fr.ekopedia.org/Permaculture>

3. Rob Hopkins, *Manuel de Transition*, Ed. Ecosociété, Montréal 2010, 216 p.

Cote CENAC: 301.2 HOP

Voir le site <http://villesentransition.net/>

4. Voir <http://www.openspaceworld.org/french/> et http://villesentransition.net/transition/outils/outil_n10_organiser_un_forum_ouvert

La gestion des biens environnementaux

Et si la coopération était à même de résoudre la crise environnementale? La coopération, ressource inépuisable...

Ils sont deux à le penser: Elinor Ostrom et Jeremy Rifkin (photos). Elle, première femme à recevoir le prix Nobel d'économie, n'est pas économiste mais enseigne les sciences politiques à l'université de l'Indiana. Économiste, lui l'est, mais aussi essayiste, conseiller politique, président de la Fondation pour les tendances économiques. On l'aura deviné, ces deux-là ont en commun leur intérêt pour l'interdisciplinarité. Leurs réflexions naissant à la croisée des chemins, elle ne pouvaient que les conduire hors des sentiers battus, pour explorer un terrain encore peu miné par les théories de l'économie: celui de la coopération.

L'histoire commence par un dilemme: la *Tragédie des biens communs*. Un principe d'économie politique teinté de pessimisme exposé en 1968 par l'écologiste Garrett Harding, selon lequel l'accès libre à une ressource commune conduirait inévitablement à la surexploitation et la destruction de celle-ci, chaque individu ayant intérêt à maximiser l'usage qu'il en fait tout en répartissant les coûts d'utilisation sur la collectivité. Exemple: sur un pâturage communautaire, chaque usager a avantage à faire paître un maximum de bétail avant les autres, avec, à la clé une surexploitation du pacage qui devient impropre à toute utilisation, ceci appauvrissant la communauté. Ce « dilemme social » découle des caractéristiques même des ressources que sont l'eau, la forêt, les réserves en poissons, etc.: accessibles à tous mais finies - donc sources de rivalités. De solutions, il n'y en aurait que deux: la privatisation du bien commun ou la réglementation de son utilisation par l'État. Constatant les succès variables de l'une ou l'autre de ces options, Elinor Ostrom, avec ses goût iconoclastes et aventuriers, fait

appel à la théorie des jeux pour proposer une troisième issue au dilemme des biens communs: la gestion de ceux-ci par des associations d'usagers, sur une base coopérative. Une façon efficace, dans bien des cas, de préserver les ressources à long terme et d'éviter la tragédie.

Cette réflexion, la lauréate l'a exposée dans son ouvrage le plus connu: «*Governing the commons*» (1990), et l'a étayée par de nombreuses expérimentations et observations sur le terrain. Recourant aux photos satellites, elle a



mis en évidence la destruction rapide des prairies en Russie (sud de la Sibérie) et au nord de la Chine - certaines ayant été gérées par les pouvoirs publics et d'autres privatisées - et montré que les terres exploitées par les communautés nomades en Mongolie sont mieux préservées. Constat similaire au Népal: bien que rudimentaires, les systèmes d'irrigation bâtis par les communautés locales s'avèrent plus efficaces en termes de coûts et prestations que les installations bétonnées financées par les grandes banques de développement. Pourquoi? Parce qu'un système moins performant techniquement parlant nécessite plus d'entretien, ce qui renforce les liens entre usagers, et donc leur capacité à coopérer et à fixer des règles

d'exploitation commune. Ces règles, subtiles, établies de longues dates mais inconnues des intervenants extérieurs, n'ont pas été prises en compte dans la planification des nouveaux systèmes d'irrigation. Au même titre, les bisses valaisans représentent un beau cas de gestion efficace des ressources naturelles par des communautés d'usagers.

Jeremy Rifkin s'enthousiasme pour les travaux d'Elinor Ostrom, qui fonde sa propre conviction: l'avenir est à la gestion décentralisée des ressources - sur une base collaborative. Comme l'information peut être aujourd'hui produite et stockée sur un ordinateur personnel avant d'être retransmise via le net, il imagine une société où les énergies renouvelables seront collectées par leurs utilisateurs, qui stockeront les surplus avant de les redistribuer à d'autres consommateurs. Un «capitalisme décentralisé» où chaque foyer, entreprise, bâtiment public ou ville est susceptible de se transformer en «micro-centrale», pour exploiter ces sources d'énergies renouvelables mondialement réparties que sont le vent, le soleil et l'eau.

Cette nouvelle façon de piloter le monde devrait s'imposer sans trop de mal. Car le monde devient toujours plus empathique. Une évolution qui s'est faite à force de révolutions, technologiques, en particulier l'exploitation intensive des énergies fossiles. Grâce au progrès technique, notre société s'est complexifiée: nous migrons et voyageons, bavardons avec les amis de nos amis au travers des réseaux sociaux, nos biens de consommation sont assemblés à partir de pièces détachées fabriquées aux quatre coins de la planète, nos cultures se mélangent, nos institutions politiques, humanitaires ou environne-

mentales deviennent planétaires, et, surtout, l'information circule. Sans cesse. Nous savons presque tout des autres et de l'ailleurs, en temps réel. Un clic de souris, et nous surfons sur internet; une pression sur un bouton, télévision et radio s'allument; un trajet en bus, nous voilà en train de dévorer le 20minutes. Constamment sollicités par cette information que nous devons absorber, de plus en plus interconnectés les uns avec les autres, nous développons nos capacités d'écoute, notre faculté à comprendre l'autre. Notre empathie.

La modernisation a cependant sa part d'ombre, que l'on connaît: épuisement des ressources naturelles, pollutions, changement climatique. L'empathie croît donc sur le dos de la planète. Paradoxe: elle serait un facteur de résolution de la crise environnementale, car elle irait de paire avec une meilleure capacité de coopération, celle-ci devant trouver sa plus parfaite réalisation dans le fameux «capitalisme décentralisé». Et Jeremy Rifkin de citer les exemples de cette solidarité émergente: mobilisation internationale en cas de catastrophe naturelle ou d'accident nucléaire (séisme en Haïti, Fukushima), soutien aux causes environnementales (disparition des ours polaires, déforestation en Amazonie), projets de calculs distribués, où des privés mettent à disposition de chercheurs la puissance de calcul non utilisée de leur ordinateur personnel pour créer une sorte de «superordinateur» virtuel à la capacité de calcul élevée, développement collaboratif de logiciels libres de type Linux, et la célèbre plate-forme d'information partagée Wikipedia.

Mais l'empathie engendre-t-elle forcément la solidarité? Ceci reste à démontrer. Réduite à la seule com-

préhension des émotions de l'autre, elle peut aussi produire des comportements peu altruistes, comme la cruauté. L'émergence d'un mode de gestion collaboratif et décentralisé ne semble donc pas inéluctable, malgré la «surchauffe» empathique. Malheureusement.

Elinor Ostrom ne cède d'ailleurs pas à l'euphorie. Selon elle, toutes les «tragédies des biens communs» ne peuvent être réécrites en success-stories. Une institution locale de gestion durable des ressources naturelles n'émerge et ne fonctionne qu'à certaines conditions:



un groupe homogène, libre, partageant les mêmes valeurs, à même de (co-) définir ses propres règles de fonctionnement sur les ayants droits, sur les modalités d'utilisation du bien commun ainsi que les sanctions à l'égard des «passagers clandestins». Dernier ingrédient, enfin, aussi important que le sel: une confiance mutuelle. Celle-ci, déclare Ostrom, «est vraiment la plus importante des ressources». L'empathie aussi, a-t-on envie d'ajouter, en tant que facteur de confiance, justement. Condition nécessaire, mais pas suffisante.

Bref, on l'aura compris: pour surmonter la tragédie des communs, il faut un contexte favorable, invitant à la coopération entre usagers. Elinor Ostrom

prévient d'ailleurs le décideur: «L'approche décentralisée n'est pas la panacée». La mettre en oeuvre lorsque les circonstances s'y prêtent mal conduit à l'échec. Pensons à certaines communautés dépouillées des ressources forestières qu'elles ont gérées des siècles durant avec succès: les leur retourner ne garantit en rien qu'elles les utiliseront de manière optimale, si, par exemple, tout leur savoir-faire à cet égard s'est perdu. Elinor Ostrom ne croit donc pas pas aux solutions miracles ni aux remèdes universels. Chaque problème appelle une réponse qui lui est propre. A une résolution globale de la crise climatique elle oppose une approche polycentriste, la complexité de la situation nécessitant une approche également complexe. «N'attendons pas l'accord international parfait pour agir à tous les niveaux, local, national, et international», recommande-t-elle. «Le problème étant présenté comme d'ampleur mondiale, décideurs et citoyens sous-estiment parfois l'efficacité de mesures prises à d'autres échelons».

Elinor Ostrom dit oui à la coopération, mais pas à tout prix; Jeremy Rifkin, lui, la prône sans retenue. Une chose est sûre, néanmoins: les solutions envisagées aux problèmes écologiques, qu'elles soient collaboratives ou non, ascendantes ou décentralisées, locales ou globales, ne pourront être efficaces que si elles remportent l'adhésion de ceux qu'elles concernent. C'est-à-dire tout le monde. Ce qui signifie prendre conscience de notre impact sur l'état de la planète, sa nature, ses ressources, ses habitants. Une conscience environnementale partagée. Voilà quel serait le fruit le plus juteux d'une révolution empathique. Espérons que celle-ci ait bien lieu.

Amélie Ardriot

Et si la terre disparaissait ?

Partout, les terres agricoles «s'épuisent» – comprenez meurent – et le risque est grand de ne plus pouvoir nourrir l'humanité. En cause: l'érosion des sols, la pollution, et sa conséquence le déclin de la biodiversité, l'urbanisation croissante... Cette perte des terres arables pourrait bien être (ir)réversible. Enquête.

C'est un problème probablement plus grave encore que le réchauffement climatique: la qualité des sols agricoles se dégrade au point de mettre en cause leur capacité à nous nourrir. On considère à tort qu'ils vont produire éternellement mais les sols s'érodent, se dégradent, perdent de leur fertilité... La baisse de la productivité constatée actuellement pourrait bien à court terme devenir non-production.

En effet, dix millions d'hectares (ha) de terres arables sont détruits et abandonnés chaque année dans le monde à cause de pratiques agricoles non durables, soit l'équivalent de 2,5 fois le territoire suisse, et ce sont ainsi près d'un tiers de ces terres devenues improductives qui ont été abandonnées ces quarante dernières années.



Une ressource non renouvelable

Pour nourrir la population mondiale croissante, il faudrait doubler la production agricole dans les prochaines décennies, d'où cette impossible équation: si nous disposons aujourd'hui de 0,27 ha par personne (2'700 m²), il n'en restera dans quarante ans que la moitié à cause de la perte de terres et de la croissance démographique.

Un centimètre de sol se forme en 100 à 500 ans, c'est donc une ressource non renouvelable à l'échelle humaine. C'est aussi la perte due à l'érosion que subissent certains sols de culture intensive en quelques six petites années.

Où sont passés les vers de terre ?

Rares sont les lanceurs d'alerte en la matière. Parmi eux, Lydia et Claude Bourguignon, spécialistes des techniques de préservation des sols agricoles et agronomes indépendants suite à leur évincement de l'INRA pour *divergence subversive* concernant la santé des sols agricoles. Ces agronomes ne croient pas à la *fatigue des sols* décrites par leurs confrères institutionnels et préfèrent parler de *mort des sols* ou de *gestion de pathologie végétale* en parlant de l'agriculture intensive. Au sortir de la Seconde guerre mondiale, le recyclage des usines liées à l'effort de guerre (l'industrie lourde et la chimie) va être décisif pour initier la troisième révolution agricole basée sur la mécanisation et surtout l'emploi massif des engrais et pesticides de synthèse. Les labours profonds perturbent la pédofaune en bouleversant les strates du sol, entraînant une perte en matière organique et exposent les sols à l'érosion. L'emploi excessif d'engrais chimiques et de désherbants exterme microfaune et bactéries et ont détruit près de 90% de l'activité biologique de certains sols cultivés d'Europe. En culture intensive, l'arrachage des plantes entières (feuilles, tiges et racines comprises) prive les sols de l'indispensable retour de la matière organique qui les alimente. La disparition des haies ou des cultures intercalaires de couverture protégeant les sols favorise l'érosion.

Le déclin biologique des sols

Un hectare de terre fertile contient en moyenne 1,7 t de bactéries, 2,7 t de champignons et 1 t de vers de terre. Par leurs mouvements, ces lombrics brassent 200 t de terre par an en creusent quelques 5'000 km de galeries qui vont permettre aux sols de respirer et à l'eau

d'y circuler. Dès lors que la terre est cultivée, cette population chute d'un facteur 5 et bien plus lorsque les pratiques agricoles ne respectent pas les sols.

Les pratiques actuelles ont entraîné la mort biologique des sols, tuant les microorganismes qui y vivaient. Disparition qui entraîne une mort chimique parce qu'il n'existe plus d'échanges dans les sols, entraînant à son tour une mort physique. Or quand l'agriculteur perd ses sols, il perd alors son capital.

« Nous ne faisons plus de culture en Europe, nous gérons de la pathologie végétale. C'est-à-dire nous essayons de maintenir vivantes des plantes qui ne demandent qu'à mourir tellement elles sont malades. Rien à voir avec l'agriculture. L'agriculture c'est pas ça, l'agriculture normalement c'est cultiver des plantes saines. »

Claude Bourguignon dans *Alerte à Babylone*

Retour au néolithique

Les solutions techniques ne pourront jamais égaler ni la complexité des sols ni la simplicité de ce système. Pourtant des pratiques culturelles simples et peu coûteuses existent: semis direct sous couvert, épandage de bois raméal fragmenté, rotations avec une Légumineuse servant d'engrais vert, etc.

L'agriculture n'aurait jamais dû être autre que bio car avec la Révolution verte, c'est un bond en arrière de 6'000 ans en 50 ans qui a été fait, un retour au néolithique et à son système de monoculture sur brûlis.

«On ne commande à la nature qu'en lui obéissant» dit la maxime...

nmv

Les OGM s'affranchissent et nous envahissent

Du colza transgénique découvert le long des voies ferrées suisses au transfert dans notre organisme, petit tour d'horizon ici et ailleurs de la reconnaissance tardive des milieux scientifiques sur cette épineuse question.

Le colza génétiquement modifié (GM) est interdit à la culture en Europe et en Suisse, ainsi l'est *a fortiori* sa dissémination dans l'environnement. Cependant, une étude indépendante¹ conduite par les biologistes Luigi D'Andrea et Nicola Schoenenberger et révélée par StopOGM, du colza GM pousse depuis plus d'un an le long des voies ferrées à Lugano! Ce colza GT73 appartient à la firme Monsanto et est modifié pour tolérer l'herbicide total glyphosate dont des récentes recherches ont montré la toxicité chronique pour l'environnement et pour l'Homme. Cette variété reste autorisée à l'importation en Europe pour l'alimentation animale et tolérée en Suisse comme *impureté* jusqu'à hauteur de 0.5%.



Confinement impossible

Le confinement des graines GM ou des transgènes est plus qu'improbable techniquement et pratiquement parlant car les séquences transgéniques se dispersent dans l'environnement. Ainsi, le colza GM peut se croiser avec différentes espèces apparentées croissant aussi sur les voies ferrées: la moutarde brune (*Brassica juncea*) ou la ravenelle (*Raphanus raphanistrum*). Ce qui fait dire au chercheur Luigi D'Andrea qu'«il serait simpliste et irréaliste [...] d'affirmer que le confinement des transgènes ou la séparation de filières est possible. Les plantes se croisent et se dispersent; la preuve, nous avons retrouvé des plantes transgéniques qui poussent en Suisse alors même que leur culture est interdite partout en Europe»¹.

Qui est responsable?

Même s'il incombe, selon la loi, à qui dissémine des OGM d'en assumer les responsabilités, il est impossible dans la pratique de retracer la source de contamina-

tion. Soit. Mais, rappelez-moi, Monsanto n'est-elle pas la même qui affirme que le génome de ses infâmies dûment brevetées est protégé au titre de propriété intellectuelle? Si Monsanto (et d'autres: BASF, Bayer, Dow Chemical, DuPont, Pioneer, Syngenta, ...) pense avoir des *droits*, cela n'implique-t-il pas, basiquement, d'avoir aussi des *responsabilités*? En commercialisant ces génomes modifiés issus des la-

bos de ces nouveaux Dr Frankenstein et de leurs mortifères champs semenciers, ces firmes ne sont-elles pas les premières à les disséminer dans l'environnement? Le raisonnement –peut-être simpliste– nécessite certainement quelques ajustements juridiques pour être formellement acceptable mais touche juste fondamentalement. Et même si nos estimés partenaires StopOGM et Greenpeace trouvent cette situation «inacceptable» et exigent une «décontamination», ne leur en déplaît, il est déjà trop tard: les OGM sont en liberté.

Contamination humaine

De l'autre côté du globe, une équipe de chercheurs l'université de Nankin (Chine), menée par le biologiste Chenyu Zhang a découvert dans le sang et les organes d'êtres humains des traces d'acide ribonucléique (ARN) provenant de riz. Ils ont ainsi mis en évidence le premier cas *in vivo* de micro-ARN d'origine végétale capable de résister à la digestion et d'influer sur les fonctions des cellules humaines et ont pu démontrer que ce matériel géné-

tique pouvait se fixer à l'intérieur de cellules du foie et influencer sur le taux de cholestérol dans le sang. Cela tend à prouver que quand nous mangeons, nous ne consomons pas seulement des vitamines et des protéines, mais aussi des régulateurs de gènes.

Monsanto affirme qu'il n'y a «aucun besoin ni intérêt à tester l'innocuité des aliments génétiquement modifiés sur les humains». Une telle affirmation repose sur une conception de la génétique datant des années 60, conforme à la théorie fondamentale de la biologie moléculaire, mais qui pêche par excès de simplisme. Ainsi, des micro-ARN non codants circulent dans les cellules pour réguler l'expression des gènes. En 2007, plusieurs

équipes de recherche ont réussi à produire des ARN d'origine végétale capables de tuer des insectes en détruisant certains de leurs gènes. Il est donc parfaitement possible, plausible et probable que des micro-ARN conçus pour agir sur la régulation des gènes d'insectes puissent avoir un effet sur les êtres humains. Depuis sa découverte il y a une dizaine d'années des études ont montré que ce micro-ARN est impliqué dans l'apparition de plusieurs affections humaines, parmi lesquelles le cancer, la maladie d'Alzheimer et le diabète, et qu'il fonctionne en bloquant certains gènes.

Les citoyens ne veulent pas d'OGM ni dans les champs, ni dans leurs assiettes. Ils ne veulent pas non plus assumer les coûts et les risques de technologies non choisies. L'interdiction, totale et mondiale, des OGM et des fourrages GM est la seule solution pour stopper une contamination de l'environnement qui a déjà commencé.

nmv

¹ Voir le communiqué de presse de StopOGM sous: <http://www.stopogm.ch/medias/communiqués>.

La Suisse, les matières premières et le négoce international

Avec Swiss Trading SA¹, la Déclaration de Berne (DB) nous propose une analyse du lien causal entre misère extrême dans laquelle sont plongés des pays entiers et fortune incommensurable de quelques top-traders installés en Suisse, un portrait des principales entreprises de négoce menant ces affaires douteuses en toute discrétion et un témoignage des conséquences sociales et environnementales dont les pays producteurs font les frais.

Sur trois litres de pétrole vendus sur le marché libre dans le monde, un au moins l'est depuis la Suisse. Et la proportion se situe autour d'un grain de café ou un morceau de sucre sur deux, de un kilo de céréales sur trois...

Ces dix dernières années, la Suisse est devenue la principale plaque-tour-nante du commerce des matières premières sans que l'opinion publique ou les responsables politiques n'en prennent conscience. Le volume des affaires conclues essentiellement sur l'Arc lémanique et aux alentours de Zoug dans le domaine du négoce de pétrole, de gaz, de charbon, de minerais, de métaux ou de ressources agricoles a été multiplié par quinze en valeur constante depuis 1998. À l'heure actuelle, sept des douze firmes suisses les plus importantes en termes de chiffre d'affaires sont actives dans le domaine du négoce et/ou de l'extraction de matières premières. Le secteur du trading helvétique a connu une croissance fulgurante. Désormais, parmi les douze principales entreprises suisses, sept sont des sociétés de trading.

Complaisance et laxisme

Longtemps situé à Zoug, le principal pôle du négoce international se trouve désormais au bout du lac Léman. L'accession de Genève aux premiers rangs des places de négoce internationales est essentiellement due à l'arrivée dès la fin des années 90 des principaux négociants de matières premières agricoles et de firmes spécialisées dans la com-

mercialisation de pétrole en provenance des pays de l'Est. Malgré le poids considérable acquis par le secteur (3% du PIB en 2010, autant que le secteur des machines) ce dernier reste largement méconnu au-delà du cercle fermé des négociants. Lorsque l'on y regarde de plus près, on comprend mieux pourquoi la branche cultive un certain mutisme. Cet essor n'a été possible que grâce à certains avantages offerts par la Suisse: privilèges fiscaux, force de la place financière, faiblesse de la régulation et laxisme des autorités lors d'embargos internationaux. Ces sociétés jouissent de la complaisance juridique et fiscale

vend à ce dernier à bas prix le cuivre qu'elle extrait afin de ne pas déclarer de bénéfices et ainsi ne pas payer d'impôts, grevant ce pays de ressources essentielles à son développement. Et c'est bien là que le bât blesse: derrière les bureaux discrets des traders se cachent les perdants de ce business opaque.

Responsabilité sociale et environnementale

Ce sont d'abord dans les pays en développement riches en ressources naturelles, mais où la gouvernance et la régulation sociale et environnementale font défaut, que les firmes de négoce causent le plus de dégâts. Pour les populations pauvres, contraintes de vivre dans la saleté et les résidus toxiques des mines et des installations de production, l'extraction et le commerce des matières premières, si rentables pour les multinationales du Nord, sont synonymes de danger de mort mais aussi de ploutocratie, corruption, gestion malhonnête, clientélisme et complicité intéressée des négociants. Les profits indécents réalisés



Bouteille représentant l'eau potable polluée par Glencore et Xstrata par leurs activités minières brandie lors d'une manifestation devant le siège de Baar (ZG) le 12 octobre 2011. © Fabrice Coffrini / AFP

des autorités politiques helvétiques. Elles sont peu imposées et non soumises à la Loi sur le blanchiment d'argent malgré les sommes astronomiques engagées dans des pays aux régimes notoirement corrompus. Lorsqu'elles ne sont pas cotées en Bourse, elles n'ont aucune obligation de donner des informations sur leurs affaires.

À ce titre, l'enquête de la DB montre bien comment une filiale du zougois Glencore (n°1 mondial du négoce, *ndlr*)

ces dernières années par les négociants suisses reposent sur leur capacité à ignorer délibérément les aspects problématiques et les enjeux socio-politiques de leur activité, afin de ne pas avoir à en assumer les conséquences en matière de responsabilité sociale et environnementale (RSE).

Particulièrement profitables lorsqu'elles s'effectuent dans un contexte de guerre ou avec des régimes autoritaires, les «opportunités» de négoce

en deviennent positivement nauséabondes, renforçant le pouvoir d'autocrates et niant les couches défavorisées dans leur lutte pour un meilleur niveau de vie ou pour le respect de leurs droits, celles-la mêmes qui sont les premières à essayer les «effets secondaires» de l'exploitation des matières premières.

«D'ici vingt ans, l'humanité portera à peu près le même regard sur la répartition actuelle des richesses résultant du négoce des matières premières que sur l'esclavage.»

Eva Joly, députée européenne et pionnière de la lutte contre la criminalité économique

En Colombie, ses expropriations forcées des riverains de son site avec la complicité de l'armée ont valu à Glencore l'attribution du *Public eye swiss award* en 2008² (non réclamé à notre connaissance). Il y a un an, Pain pour le prochain et Action de Carême dénoncent de graves abus dans leurs activités en RDC: contrats contraires aux intérêts congolais acquis douteusement à la fin de la guerre civile; manque de protection adéquate des ouvriers; achat de minerai à des creuseurs artisanaux travaillant dans des conditions extrêmement dangereuses et recours au travail des enfants. Glencore ne participe à aucune initiative, même volontaire, pour la sécurité et les droits de l'homme, elle est au niveau zéro de la RSE. Démentis outrés de Glencore sur toute la ligne: les accusations sociales et environnementales sont «fausses», aucun recours à des mineurs artisanaux, problèmes de sécurité réglés et totale conformité aux exigences environnementales du code minier de la RDC. «Nous prenons notre responsabilité sociale au sérieux et, à cet égard, nous

sommes engagés dans une large palette de programmes sociaux», nous rassure son porte-parole. Pour le reste, renvoi aux flous principes directeurs de l'entreprise (Glencore Corporate Practice³) publiés sur leur site internet.

Éthique, légalité et scandale

Le modèle d'affaires des entreprises de négoce consiste souvent à exploiter les zones grises de la législation et les négociants helvétiques n'hésitent pas à entreprendre des opérations en dehors de toutes considérations éthiques, voire légales, pour parvenir à leurs fins. L'iniquité de leurs activités est particulièrement flagrante dans les bénéfices dégagés par la soustraction fiscale et l'ensemble des procédés plus ou moins légaux permettant de rapatrier les bénéfices dans des paradis fiscaux complaisants, pour les transformer en profits pas ou très peu imposés. Or la Suisse porte une responsabilité fondamentale dans ce scandale à travers les régimes fiscaux spéciaux offerts par les cantons suisses aux multinationales. Malgré un effort de régulation mondiale perceptible dans ce domaine, la Suisse en reste à l'écart: toutes les propositions visant à combler les lacunes de régulation ont été jusqu'ici repoussées par les majorités politiques. Parce qu'ils font leurs meilleures affaires dans les zones de conflit ou avec des régimes discutables, leur activité n'est toutefois pas exempte de danger pour la Suisse: corruption, évasion fiscale, spéculation ou violations des droits humains représentent des risques de réputation importants. Pour le *Tages Anzeiger*, le négoce des matières premières est la «prochaine plaie de la Suisse». Après avoir été pointée du doigt pour son secret bancaire, la Suisse pourrait bien en effet passer une fois de plus pour une nation de profiteurs. Tout en

dénonçant ces travers, *Swiss Trading SA* esquisse les principaux changements auxquels le monde politique et économique doit souscrire, afin que le négoce des matières premières ne devienne pas le prochain scandale helvétique.

Combien de temps encore avant que l'on nous présente l'addition de notre coupable indifférence?

Breaking news...

Le 7 février dernier, l'opaque et controversé Glencore s'est uni commercialement au poids lourd minier Xstrata voisin de 2 km. Ensemble, ces firmes donneront naissance au n° 3 mondial du secteur des matières premières qui «pèsera» plus de 200 milliards de francs, emploiera 130'000 employés et, par l'exploitation d'une centaine de mines et d'une armada de 200 navires, contrôlera plus de 50% du marché du cuivre et plus de 30% du charbon.

nmv

avec l'aimable gracieuseté de la DB

«Xstrata, en tant que pure compagnie minière, va générer de solides cash-flows dans les années à venir. Une alliance avec Glencore permettrait à ce dernier d'utiliser ces liquidités.»

Des analystes du Crédit Suisse en octobre

1. Swiss Trading SA. La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières. Déclaration de Berne, Éditions d'en bas, 368 pages, Lausanne, septembre 2011.
2. Prix organisé depuis 2000 lors du contre-sommet critique du World Economic Forum (WEF) à Davos par la DB et Greenpeace décernés aux entreprises jugées les plus irresponsables en matière d'environnement et de droits humains.
3. <http://www.glencore.com/corporate-practice-document.php>

Rapport d'activité 2011



La Commission de rédaction de Terres Civiles et le secrétariat sont heureux de vous proposer cette année le rapport d'activité sous la forme d'un cahier central détachable.

Le mot de la Présidente

L'année 2011 a été une année de transition avec le renouvellement du secrétariat du Centre pour l'action non-violente (CENAC). Une nouvelle équipe motivée a repris le flambeau avec Nicolas Morel Vust comme secrétaire général et Rachel Gillard-Miaz en tant que secrétaire administrative. Gérer une multitude de tâches et accompagner une trentaine de bénévoles avec un budget de fr. 100'000.- n'est pas une sinécure. Néanmoins c'est possible et ils y sont arrivés.

Pour l'association, les défis vont se poursuivre en 2012. Il s'agira de stabiliser son budget, voire de l'augmenter afin de garantir la qualité des prestations proposées. Ceci serait une excellente nouvelle car la non-violence doit continuer à accroître sa crédibilité en Suisse romande et le CENAC a un rôle certain à jouer. D'y croire – d'être convaincu - nous donne déjà beaucoup de force pour agir.

La non-violence s'écrit avec un trait d'union et cela veut dire beaucoup sur la pertinence de l'existence du CENAC. Notre académie française voudrait que l'on écrive cette approche philosophique sans trait d'union. C'est ignorer ainsi les fondements de la non-violence, soit une traduction du concept anglais « nonviolence » largement popularisé par Gandhi. En effet, la non-violence ne se résume pas à dire « non à la violence », d'où l'existence du trait d'union, mais davantage de prévenir et résoudre les conflits dans le respect. Bien souvent les médias s'adaptent aux règles orthographiques classiques, ce qui n'est heureusement pas le cas pour Wikipedia.

Dans un contexte où le Printemps arabe s'est mis en marche, les Indignés descendent dans la rue, la spéculation se heurte à la misère, il faut espérer qu'un

monde plus équilibré s'appuiera davantage sur la non-violence, au détriment de la loi du plus fort qui n'est jamais parvenue à faire ses preuves. Ces enjeux peuvent nous paraître éloignés, mais en agissant ici, chez nous, en particulier à l'école, nous pouvons déjà faire beaucoup.

Depuis longtemps, j'ai rêvé que le CENAC hérite d'une belle maison où toutes ses activités pourront être déployées à leurs justes valeurs. Je persiste et signe... cela permet d'ouvrir des portes.

Sandrine Bavaud
Présidente
16.01.2012

Formation

Prévenir la violence et résoudre les conflits de manière non-violente demande un apprentissage. Le Centre pour l'action non-violente (CENAC) propose ainsi:

- Un programme annuel de formation à la résolution non-violente des conflits.
- Des formations à la carte répondant à des demandes spécifiques.

Programme annuel de formation

Le programme annuel de formation du CENAC est ouvert à toute personne intéressée à se familiariser avec la non-violence et à y progresser, particulièrement dans le domaine de la résolution des conflits : s'interroger, expérimenter des situations vécues, trouver des réponses. Les animateurs et les animatrices recourent à des méthodes de travail participatives (jeux de rôle, exercices, travail de groupe, théâtre forum, etc.).

Pour la période 2010-2011, le programme de formation organisé autour de onze modules a rencontré 123 inscriptions dont 86% de femmes. Des personnes de tous âges et d'horizons professionnels et

géographiques variés ont participé à cette formation:

- | | | | |
|----------|------|------|-----|
| • VD | 52 % | • FR | 3 % |
| • GE | 11 % | • JU | 2 % |
| • VS | 9 % | • NE | 2 % |
| • France | 21 % | | |

Les motivations sont d'ordre personnel et/ou professionnel. Ce sont aussi bien des parents que des éducateurs ou éducatrices qui y trouvent de nombreuses satisfactions.

Afin de varier notre offre, Xavier Renou, formateur à l'action directe non-violente, a été invité pour animer le module «Organisation d'une action citoyenne dans une dynamique non-violente». Il a été conclu que cette formation sera reconduite en 2012.

Formations à la carte

Les formations à la carte sont organisées en réponse à des demandes concrètes, formulées à partir de besoins spécifiques. L'approche pédagogique est identique à celle du programme annuel établi par le CENAC. Une dizaine d'animateurs et d'animatrices, forts d'une solide expérience de terrain local et international, assurent ces interventions.

En 2011, le CENAC a mis en place 13 formations à la carte, pour répondre à des demandes et thématiques spécifiques.

- Haute École Pédagogique du canton de Vaud, formation continue des enseignant-e-s: *Quand les émotions s'en mêlent.*
- la crèche Zig zag zoug, formation continue de l'équipe éducative: *Écoute empathique et reformulation.*
- Fondation Trajets, analyse de pratiques de l'équipe
- Association Arc'échange, formation de base des accueillantes bénévoles: *Écoute empathique et reformulation*
- Association pour la promotion des droits humains., groupes de parole de migrantes précarisées: *Reformulation.*

Rapport d'activité 2011

Sept autres formations ont encore été conclues. Elles seront dispensées en 2012.

Interculturalité

Le projet «Favoriser l'intégration des populations migrantes et ne pas rester les bras croisés devant les discriminations» a pour but de réduire les discriminations, le racisme et la xénophobie en recourant à la non-violence, en particulier pour améliorer les compétences communicationnelles des personnes d'origine étrangère. Ce projet pilote a débuté en 2009.

Il est conçu pour les personnes d'origine étrangère en vue d'une meilleure intégration sociale, professionnelle et familiale, ainsi que pour les personnes actives dans des entités travaillant auprès de ce public cible. La problématique de l'intégration et du racisme étant l'affaire de tous, il est ouvert à toute personne désireuse d'acquérir des compétences en résolution des conflits.

Dix personnes migrantes ont pu suivre un total de 27 modules de notre programme annuel de formation. En outre, onze personnes actives auprès de migrantes et de migrants ont bénéficié d'une formation à la carte.

Perspectives 2012-2013

- Poursuivre avec notre programme de formation et nos formations à la carte
- Consolider le projet «Intégration des populations migrantes et faire face aux discriminations»
- Réfléchir à la pertinence et à la faisabilité d'acquérir le label Eduqua

Centre de documentation

Le centre de documentation du CENAC met à disposition du public une offre documentaire sans comparaison en Suisse romande et au-delà. Il propose un catalogue en ligne de plus de 10'000 fiches, une bibliothèque, un service de prêt et une

liste électronique des nouveautés. Les thématiques les plus présentes sont:

- la non-violence,
- l'objection de conscience et le service civil,
- l'éducation,
- et la résolution des conflits.

En 2011, le CENAC a diffusé un marque-page illustré et un communiqué de presse afin de promouvoir son centre de documentation. Cette promotion fait suite à la mise en ligne du catalogue.

En 2011, 412 nouvelles notices (2010: 257) ont été cataloguées répertoriant 10'673 notices au 31 décembre. Six listes de nouveautés (2010: 2) ont été envoyées à environ 95 (2010: 80) abonné-e-s. Dix listes sélectives d'ouvrages ont été établies: Non-violence, Résolution des conflits, Médiation, Communication non-violente, Education, Gandhi, Martin Luther King, Jeux coopératifs, Interculturalité et Racisme.

Service de prêt

Au cours de l'année 2011, 9 personnes sont venues au Centre de documentation pour emprunter un total de 50 ouvrages; 3 autres sont passées par notre service de prêt par correspondance pour emprunter 6 ouvrages. Le Centre de documentation s'est ainsi positionné pour une gratuité du prêt en se basant sur le soutien financier reçu pour son fonctionnement.

Perspectives 2012-2013

- Continuer à alimenter le centre de documentations
- Editer de nouvelles bibliographies sélectives

Service civil

Depuis le 1er avril 2009, les candidats au service civil n'ont plus à prouver leur conflit de conscience. De ce fait, les très rares demandes de conseil des candidats au

service civil pour constituer leur dossier ont été relayées vers la permanence du Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA).

En 2011, le CENAC a poursuivi sa réflexion sur son implication auprès des objecteurs de conscience et sa contribution dans la promotion du service civil. Il a organisé un atelier ad hoc lors de son Assemblée générale afin d'agrémenter la position du comité en vue d'une décision finale par les membres de l'association.

Le CENAC a par ailleurs soutenu l'initiative du GSsA «Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire». Celle-ci a abouti avec plus de 107'000 signatures. L'acceptation de cette initiative par le peuple aurait pour conséquence une armée de milice volontaire. Il est demandé en parallèlement d'ouvrir le service civil à tous, y compris aux femmes.

Perspectives 2012-2013

- Poursuivre la réflexion sur l'implication du CENAC en matière de service civil
- Créer un groupe de travail pour réfléchir aux possibilités de soutenir les objecteurs de conscience au delà du service militaire

Information et sensibilisation

Trimestriel *Terres Civiles*

La revue d'information et de réflexion *Terres Civiles* est éditée quatre fois par année. Elle est destinée principalement aux membres du CENAC et à ses abonné-e-s. Elle est aussi disponible dans certaines bibliothèques.

Quatre numéros de *Terres Civiles*, de 16 à 24 pages, ont été publiés en 2011 totalisant un tirage de plus de 3'000 exemplaires. Trois dossiers thématiques ont été édités:

- Économie et non-violence
- Femmes et non-violence
- Printemps arabes

(suite en page 18)

Comptes 2011 et budget 2012

Pertes &

	<u>2010</u>	<u>2011</u>	Budget 2012
<u>PRODUITS</u>	106'082.72	112'783.57	152'550.00
Dons, subventions	58'202.42	69'035.00	63'000.00
3100 Cotisations	30'730.17	26'940.00	30'000.00
3010 Souscriptions	8'095.00	7'720.00	13'000.00
3000 Dons	7'319.25	7'550.00	10'000.00
3020 Subvention OFAS	5'348.00	2'825.00	5'000.00
3005 Exposition "Le respect c'est nous"	-	-	5'000.00
3090 Migration centre de documentation	6'710.00	-	-
3194 Don de la loterie Romande	-	20'000.00	-
3195 Migration site Internet	-	4'000.00	-
Prestations et services	34'729.00	22'273.22	32'500.00
3110 Abonnements Terres Civiles	990.00	512.82	1'000.00
3115 Annonces Terres Civiles/produits Terres Civiles	-	150.00	600.00
3120 Formation à la carte	19'584.00	9'252.40	15'000.00
3130 Programme de formation bénéfice 10/11, budget 11/12	-	-	600.00
3140 Expo "Ni hérisson, ni paillason"	5'000.00	3'500.00	1'500.00
3145 Expo "Un point c'est tout"	-	-	5'000.00
3150 Service de prêts	97.00	64.00	-
3160 Librairie	358.00	94.00	100.00
3170 Remb. frais de coordination programme formation	7'700.00	7'700.00	7'700.00
3180 Remb. frais administratifs programme de formation	1'000.00	1'000.00	1'000.00
Actions ponctuelles	13'000.00	21'425.60	57'000.00
3200 Semaine lausannoise contre le racisme	2'000.00	2'900.00	-
3220 Non-violence et interculturelité	11'000.00	18'525.60	57'000.00
3240 Année du bénévolat	-	-	-
Divers	151.30	49.75	50.00
3300 Intérêts comptes	56.70	49.75	50.00
3310 Divers	94.60	-	-

Comptes 2011 et budget 2012

& Profits

	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>Budget 2012</u>
<u>CHARGES</u>	105'712.33	112'415.48	152'550.00
Charges personnel	52'789.15	52'928.40	54'250.00
4000 Salaires bruts	45'408.00	47'071.00	45'600.00
4100/4140 Coti.Soc.(AVS, AI, APG,AC, PC fam., LAA, LAA compl.)	6'514.80	4'842.65	6'150.00
4110 Assurance perte de salaire en cas de maladie	441.35	429.75	500.00
4200 Formation continue du personnel	425.00	585.00	2'000.00
Soutien bénévole	190.00	977.50	3'000.00
4300 Rencontre annuelle et remerciements	190.00	977.50	1'000.00
4310 Formation	-	-	2'000.00
Charges d'exploitation	9'158.00	10'517.22	10'600.00
5000/5001 Loyer, chauffage et électricité-gaz	8'571.40	9'954.42	10'000.00
5020 Assurances mobilières	202.70	202.30	200.00
5030 Frais d'entretien et de réparation	383.90	360.50	400.00
Charges d'administration et d'informatique	5'370.25	7'901.67	6'500.00
6010 Port, timbres	886.10	1'012.90	1'000.00
6020 Téléphone	1'610.85	1'400.53	1'500.00
6040 Fourniture bureau	1'351.20	2'531.09	1'500.00
6050 Informatique	1'061.65	2'736.70	2'000.00
6030 Frais bancaires et CCP	460.45	220.45	500.00
6500 Amortissement mobilier et informatique	-	-	-
Publicité et relations publiques	310.00	876.00	2'100.00
6060 Cotisations annuelles	310.00	300.00	600.00
6070 Imprimés	-	576.00	1'500.00
Prestations et services	35'301.38	32'681.89	20'100.00
6110 Terres Civiles, impression, envoi	5'150.80	7'079.50	6'000.00
6120 Formation à la carte	16'812.15	8'132.50	13'000.00
6130 Programme de formation perte 10/11, budget 11/12	3'254.78	62.95	-
6140 Expo "Ni hérissos, ni paillasons"	-	-	-
6150 Service de prêts, achats	448.10	558.54	500.00
6160 Librairie, achats	205.05	110.40	100.00
6170 Site Internet	413.00	263.00	500.00
6190 Migration centre de documentation	5'017.50	-	-
6195 Migration site Internet	4'000.00	16'475.00	-
Activités, actions	1'655.60	5'263.95	54'200.00
6200 Semaine lausannoise contre le racisme	858.10	700.00	-
6220 Non-violence et interculturelité	797.50	1'463.60	54'200.00
6240 Projet bénévole	-	3'100.35	-
Divers	937.95	1'268.85	1'800.00
6600 Comité et AG	299.35	90.10	500.00
6610 Déplacements	-	141.40	300.00
6650/6651 Divers	638.60	1'037.35	1'000.00
Résultats	370.39	368.09	-

Rapport d'activité 2011

(suite de la page 15)

Site Internet

Le site Internet du CENAC présente des informations variées en lien avec l'actualité, son centre de documentation et ses formations. On y trouve aussi des dossiers thématiques portant sur les fondements de la non-violence, l'éducation ou les femmes. Des dépliants à l'attention des parents, des enseignants ou des jeunes sont également téléchargeables.

Un groupe de travail a débuté l'édition d'un nouveau site Internet de manière à faciliter son utilisation, de le rendre plus attractif et de mieux promouvoir la non-violence en Suisse romande. Le nouveau site sera mis en fonction au printemps 2012.

En 2011, 10'581 visiteurs (2010: 14'045) ont consulté le site www.non-violence.ch et ont consacré en moyenne 2'13" pour consulter 2.49 pages par visite. Au palmarès des pages les plus fréquentées:

- page d'accueil (5'893)
- campagne Prudence OGM (2'257)
- info (2'003)
- centre de documentation (1'665)
- programme de formation à la résolution non-violente des conflits (1'481)

Année européenne du bénévolat

Sous l'égide de l'année européenne du bénévolat 2011, le CENAC a réalisé deux actions conjointes: la publication de la brochure *Des bénévoles s'engagent pour la non-violence - Témoignages pour en parler autrement* et son vernissage qui a marqué le 2 octobre, journée internationale de la non-violence. Cette démarche a été appuyée par un communiqué de presse. Le vernissage s'est déroulé à la Maison des Associations à Yverdon-les-Bains lors d'un événement co-organisé par le centre de compétences pour la vie associative Bénévolat-Vaud et l'association Rive Gauche. La brochure regroupe les portraits, parcours et témoignages de membres actifs et actives du CENAC, en valorisant leurs contributions à la vie de l'association.

Concours pour illustrer la non-violence

Le CENAC a lancé, en septembre 2011, un concours afin d'illustrer l'action non-violente et d'éditer une carte postale. Ouvert à tout public, une demi-douzaine d'artistes y a participé sans atteindre les résultats escomptés.

Exposition *Ni hérisson, ni paillason*

Cette exposition en kit a pour but d'illustrer, par des animaux ou des objets « totems », un certain nombre d'attitudes et de comportements très courants qui, dans la vie quotidienne, provoquent, facilitent ou aggravent la violence. Elle s'adresse en priorité aux jeunes enfants de moins de 12 ans (mais tout à fait adaptable à un public moins jeune). Elle a été présentée pour la première fois en janvier 2004 au Forum de l'Hôtel de Ville de Lausanne et continue à être mise à la disposition des écoles et des centres de loisirs.

Le CENAC a reconduit en 2010, pour trois ans, le contrat de location de son exposition « Ni hérisson, ni paillason » avec l'Association Graines de paix de Genève. Afin de répondre au nombre croissant de demandes, il a été convenu que cette exposition serait dupliquée.

Exposition *Un poing c'est tout?*

Destinée aux adultes et aux enfants dès 12 ans. L'exposition cherche à susciter une prise de conscience et à favoriser un changement d'attitude par rapport aux phénomènes de violence. Cette exposition a circulé de 2000 à 2004 dans toute la Suisse romande et en Belgique.

En 2011, Les droits d'édition de l'exposition *Un poing c'est tout?* ont été cédés au Centre d'Action Laïque de la Province de Liège pour son exploitation en Belgique.

Exposition *Pierre Cérésolle*

Le CENAC a pris part à la mise sur pied de l'exposition « Pierre Cérésolle (1879-1945), une vie au service de la paix ». Elle

a notamment été présentée au Forum de l'Hôtel-de-Ville de Lausanne, où l'association a été invitée à prononcer un discours.

Semaine lausannoise contre le racisme

Pour la 3ème fois consécutive, le CENAC a participé à la semaine lausannoise contre le racisme dont le thème était « Racisme et sport hors jeu ». En collaboration avec le médiateur sportif de la ville de Lausanne, le Centre a organisé une conférence-débat à la Maison internationale du sport sous le titre *Le football à l'épreuve du racisme*.

Un atelier a également été organisé par Vincent Artison. Les objectifs ont consisté à proposer une palette d'outils d'intervention pour éviter la banalisation de propos et de pratiques racistes, dont des jeux coopératifs contre carrément les effets collatéraux de l'esprit de compétition. Il s'adressait aux entraîneurs de football et professeurs de sport. Six personnes y ont participé.

Marche de Pâques

Sous le thème « Miser sur la vie plutôt que sur les armes et la destruction – pour la démilitarisation de la planète! », le CENAC a contribué pour la quatrième année consécutive à l'organisation de la Marche de Pâques. Plus de 600 personnes ont défilé dans les rues de Berne à l'occasion de cette 9ème édition réunissant mouvements chrétiens et pacifistes et – Fukushima oblige – militants antinucléaires.

Perspectives 2012-2013

- Redéfinir la maquette de *Terres Civiles*
- Mettre en ligne le nouveau site Internet
- Participer au colloque « Education à la paix » au Village de la paix à Broc (FR)
- Organiser un événement pour le 2 octobre, journée internationale pour la paix
- Participer à la Semaine lausannoise contre le racisme
- Editer l'exposition *Le respect c'est nous!* dans le cadre du projet « Intercultura-

Rapport d'activité 2011

- lité» (sous réserve de financement)
- Agrémenter l'exposition *Ni hérisson, ni paillasson* (sous réserve de financement)

L'association

Le Centre pour l'action non-violente (CENAC) est une association à but non lucratif, qui a pour mission de promouvoir la non-violence en Suisse romande. Elle a été créée en 1968 et vit pour l'essentiel des contributions de ses membres et de personnes sympathisantes. Il compte environ 600 membres et abonné-e-s à son journal *Terres Civiles*.

Pour l'année 2011, ses charges se sont élevées à 112'415.- CHF.

Le Secrétariat général

Le départ des deux secrétaires associatifs Pascale Schuetz et Jean Grin a été comblé par l'engagement de Rachel Gillard-Miaz, secrétaire administrative à 20%, et Nicolas Morel Vust, secrétaire général à 50%.

Les restructurations initiées en 2010 ont permis de renforcer l'équipe de bénévoles et de créer des liens afin de confirmer le rôle incontournable du CENAC dans la promotion de la non-violence en Suisse romande. Huit nouveaux bénévoles ont rejoint le CENAC, trois nous ont quittés.

Eric Bosshard est mandaté pour le parc informatique du secrétariat. Suite à un appel d'offres, Julien Ballis a été mandaté pour la migration du site Internet de l'association.

L'équipe de bénévoles

- Groupe de pilotage du programme de formation:
François Beffa, Marie-Jo Nanchen, Dominique Del Custode et Rolf Keller.

- *Projet Non-violence et multiculturalité*: Laurent Schillinger (jusqu'au printemps), Flore Nguyen, Barbara Mathey-Sobala, Sonia Ferroni Yameogo.

- Centre de documentation:
Jeanne Golay, Michel Mégard, Pierre Flatt (également relecteur et contributeur à la migration du site Internet), Isabelle Gris, Marie-Françoise Piot.

- Comité de rédaction de *Terres Civiles*: Olivier Grand, Sandrine Le Dréau (jusqu'au printemps), François de Vargas, Elisabeth Vust Morel, Jane Parani.

- Webmasters:
Julien Ballis, Olivier Lange.

- Comptabilité:
Catherine Henry.

- Gestion du fichier d'adresses:
Renata Albrecher (jusqu'en automne).

Des formateurs et formatrices, avec lesquels le CENAC collabore pour des formations à la carte, interviennent ponctuellement bénévolement. Ils interviennent aussi partiellement bénévolement pour notre programme annuel de formation.

Le comité

- Sandrine Bavaud - présidente
- Christian van Singer (sortant en automne)
- Manuela Dionisio Calado (sortante en décembre)
- Pascal Gemperli
- Joëlle Mary a rejoint le comité dès sa première réunion.

Perspectives 2012-2013

- Éditer un plan stratégique quadriennal.
- Renforcer le comité et l'équipe des bénévoles.
- Consolider les finances de l'association.

- Compléter les cahiers des charges existants pour les bénévoles.
- Introduire un processus d'évaluation des bénévoles.

Partenaires

- Brigades de Paix Internationales (PBI)
- Greenpeace
- Graines de paix
- Collectif pour la paix et la non-violence
- Conseil Suisse des Activités de Jeunes (CSA)
- Permanence Service civil de Genève (PSC)
- Groupement pour une Suisse sans Armée (GSsA)
- Alternatives non-violentes (France)
- Non-Violence Actualité (France)
- Centre de Ressources sur la Non-violence de Midi-Pyrénées (France)
- Centre d'Action Laïque de la Province de Liège (Belgique)

Soutiens financiers

- Office fédéral des assurances sociales (OFAS)
- Loterie Romande
- Bureau cantonal vaudois de l'intégration des étrangers (BCI)
- Service de lutte contre le racisme (SLR)
- Bureau lausannois de l'intégration (BLI)
- Brigades de Paix Internationales (PBI)
- Greenpeace

CENAC
secrétariat général
février 2012

Avec le soutien de la
 Loterie Romande

Programmés pour fonctionner «ad vitam limitatam»

Qui n'a jamais eu l'impression que son aspirateur ou son mobile rendait l'âme bien trop tôt ? Ce phénomène est bien connu et porte un nom: obsolescence programmée, nous poussant à la consommation et au gaspillage.

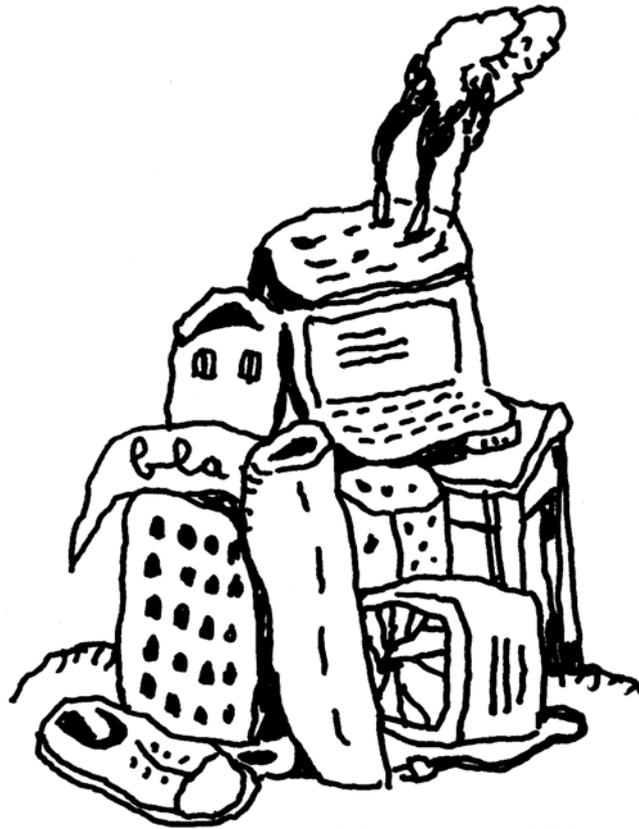
L'objectif premier étant de rendre un bien inutilisable ou irréparable après un certain temps afin de nous forcer à acheter du neuf. Cette obsolescence est aujourd'hui érigée en système commercial: appareils ménagers, téléphones, télévisions ont une durée de vie très courte, stimulant la consommation et accélérant l'épuisement des ressources naturelles. Le consommateur est maintenu dans l'ignorance.

L'obsolescence programmée remonte à l'avènement de la production de masse et de la société de consommation puisqu'en 1924 déjà, les principaux fabricants d'ampoules électriques s'étaient secrètement concertés afin de limiter la durée de vie des bulbes à 1'500 puis 1'000 heures alors que les premières ampoules atteignaient les 2'500 heures. Plusieurs brevets d'ampoules à très longue durée (100'000 h) allaient être déposés par la suite mais leur commercialisation n'a jamais eu lieu. Lors de la Grande Dépression aux États-Unis, un homme d'affaires du nom de Bernard London proposait dans un livre intitulé *La Nouvelle prospérité* de limiter carrément la durée de vie des biens de consommation afin de remédier à la débâcle de l'industrie.

Il existe différentes variantes d'obsolescence programmée, certaines impliquant d'ajouter sciemment des défauts de conception au produit vendu, d'autres de dévaloriser l'image du produit auprès des consommateurs. Tour d'horizon (non exhaustif) des mécanismes utilisés par les industriels.

Défaut fonctionnel

Lorsqu'une pièce ne fonctionne plus, l'ensemble du produit devient inutilisable. Si le coût de réparation, constitué du prix de la pièce de remplacement, du coût de la main d'œuvre et des frais de transport, s'avère supérieur au prix d'un appareil neuf vendu



© Alexandre Loye, 2011

dans le commerce, il devient alors trop onéreux de réparer l'appareil endommagé. L'utilisation de pièces de moindre qualité (plastique au lieu du métal, p.ex.) favorisera de telles ruptures.

Obsolescence indirecte

Certains produits totalement fonctionnels deviennent obsolètes par le fait que des produits associés ne sont plus

disponibles sur le marché. L'arrêt de la production de pièces détachées est un levier puissant à la disposition des industriels. Le choix d'abandonner la production ou la commercialisation des produits annexes complique la tâche de maintenance et de réparation jusqu'à la rendre impossible. Par exemple en abandonnant le service d'après-vente et de maintenance corrective pour un logiciel, le développeur tente d'inciter ses clients à acheter la nouvelle version du système d'exploitation. Cette pratique est appuyée par la protection des brevets qui empêchent un tiers de satisfaire la demande volontairement.

Obsolescence par notification

Proche de l'obsolescence indirecte, l'obsolescence par notification est une forme évoluée d'auto-péréemption qui consiste à concevoir un produit de sorte qu'il puisse signaler à l'utilisateur qu'il est nécessaire de réparer ou de remplacer l'appareil, en tout ou en partie.

Certains appareils affichent ainsi un message d'erreur bloquant leur fonctionnement normal et invitant à renouveler le matériel, à acquérir un logiciel permettant de remettre un compteur à zéro, ou à faire appel à un service après-vente afin qu'il effectue cette manœuvre.

Obsolescence par incompatibilité

Principalement observée dans le secteur de l'informatique, cette technique vise à rendre un produit >>>

Le Conseil national pour la «castration» de l'artillerie suisse

Les armes à sous-munitions présentent un danger excessif pour la population civile et freinent la reconstruction d'un pays pendant de nombreuses années après la fin d'un conflit. Leur interdiction permettrait à la Suisse de ratifier la Convention d'Oslo sur les armes à sous-munitions, crédibilité de sa tradition humanitaire oblige.

C'est à près de 80% de ses voix que le Conseil national s'est prononcé pour une interdiction des armes à sous-munitions, ce qui afflige et désespère une certaine droite radicale qui craint l'affaiblissement de la «force de frappe» de l'artillerie helvétique et *a fortiori* (?) la capacité défensive de la Suisse.

Par ailleurs, un certain Y. P.* (UDC/NE) se demande par quoi et à quel coût remplacer ces armes, question qui m'a aussi tourmenté, mais moins que lui. Ces craintes et menaces n'ont toutefois que peu ému le Conseil national qui souhaite ainsi s'engager dans la voie de l'interdiction de ces «obus de la honte» à travers une révision de la loi qui doit permettre à la Suisse d'enfin ratifier la Convention d'Oslo. Ce traité interdit complètement

l'utilisation, le développement, la production, l'acquisition, le transfert et le stockage d'armes à sous-munitions. La Suisse serait tenue de détruire dans un délai de huit ans les stocks qu'elle possède, sauf quelques centaines de projectiles à des fins d'entraînement et de recherche, dans le déminage notamment la révision de loi prohibe en outre tout financement, même indirect, de la production de sous-munitions. Pas question donc de participer à des sociétés développant ou fabriquant ces armes ni d'acheter ainsi des obligations ou d'autres produits de placement dans ces sociétés. Pour le coup, ce sont nos honorables banques qui ne vont pas être contentes.

Chargée de donner son aval et ses recommandations au plénum, la commission de la politique de sécurité s'est ral-

liée en janvier dernier à l'avis du Conseil des États qui avait déjà adopté le projet sans problème. Ses inquiétudes avaient été alors moins calmées par les propos de la Présidente Calmy-Rey peu avant Noël affirmant que la destruction des stocks de sous-munitions ne portera aucun préjudice pour l'armée et l'artillerie que par ceux du plus rassurant nouveau ministre du DFAE Burkhalter confirmant que «l'avenir de l'artillerie suisse n'était pas en péril». Ouf!

Au-delà, c'est un signe encourageant et solidaire soulignant l'enjeu humanitaire vis-à-vis des victimes et des conséquences socio-économiques pour les pays concernés.

nmv

* nom connu de la rédaction

inutile par le fait qu'il n'est plus compatible avec les versions ultérieures. Bien que ces changements soient parfois nécessaires pour prendre en compte les innovations d'un produit, ils peuvent aussi être provoqués artificiellement.

Obsolescence esthétique

Certains produits (notamment les chaussures et les vêtements) subissent une obsolescence subjective. Les modes vestimentaires et les critères d'élégance évoluent rapidement et les vêtements perdent leur valeur simplement parce qu'ils ne sont plus à la mode. Certains fabricants exploitent ce principe en lançant des opérations marketing et des campagnes publicitaires dont le but est de créer des modes et d'en discréditer d'autres (séries limitées).

Quelles solutions ?

Les solutions seraient d'imposer aux fabricants l'affichage de la durée de vie des produits, d'étendre la garantie sur les biens de consommation à 10 ans ainsi que de soutenir la fabrication de produits durables et réparables.

ÉLECTRONIQUE



"Ne vous inquiétez pas... l'obsolescence intégrée se déclenchera avant que votre enfant n'ait une chance de le casser."

C'est ce qui se passe actuellement en Belgique où Les Verts déposent trois propositions au Parlement fédéral pour lutter contre l'obsolescence programmée. Ils demandent ainsi:

1. un allongement des garanties;
2. l'affichage des quantités d'usage de manière à connaître le réel coût d'usage;
3. l'extension de la responsabilité sur la sécurité des produits à l'obsolescence afin d'obliger le producteur à garantir une fiabilité en interdisant l'intégration d'un dispositif de blocage, de non-réutilisation ou de non-réparation.

Et nos élu-e-s Vert-e-s sous la Coupole, qu'en pensent-ils?

nmv

Contre le mercenariat moderne

La récente publication du Conseil suisse de la paix (SFR) de décembre 2011 jette un regard critique sur le projet de loi fédérale sur l'exercice des prestations de services de sécurité à l'étranger, dite Lex Aegis.

Conséquence du transfert des tâches de sécurité et de protection de l'État, les entreprises militaires et de sécurité sont en plein boom (voir *Terres Civiles* n° 53). De plus en plus de prestataires de service privés mitent ce monopole étatique et deviennent ainsi un danger pour les droits humains.

Grâce à une nouvelle loi, la Confédération souhaite introduire un certain contrôle des firmes de sécurité aussi actives à l'étranger. Parallèlement à une interdiction de la participation directe dans le cadre de conflits armés à l'étranger, soit le mercenariat, ces entreprises se verraient interdites de recrutement et de formation en Suisse. Elles ne seraient non plus autorisées à proposer depuis la Suisse de tels services contrevenant gravement aux droits humains et devraient en outre annoncer préalablement de telles activités aux autorités qui se prononceraient sur les risques de collusion avec les intérêts de la Suisse. Un système d'autorisations est exclu.

Fort bien. Félicitons le gouvernement de se doter enfin d'un instrument pour contrer les firmes de mercenariat ayant leur siège social en Suisse.



Même si la nouvelle loi présente encore des lacunes, tel le financement de ces firmes, elle est un pas dans la bonne direction. Mais seulement un pas car elle névoque que des prescriptions pour les

entreprises opérant aussi à l'étranger. Il aurait été plus conséquent d'établir une réglementation unique pour tous les services de sécurité privés plutôt que de confier ceci à un concordat de cantons. Une réglementation fédérale serait plus utile qu'un simple accord entre Cantons car le transfert croissant des tâches de sécurité à des privés grignote de manière préoccupante une des plus importantes réalisations de la société : le monopole de la violence d'État.

Dans cette publication, le Conseil suisse de la Paix s'accorde sur les principaux aspects de la consultation relative au projet de loi de la mi-octobre 2011, les évalue d'un œil critique et les enrichit de matériau complémentaire. Cette brochure est le complément logique d'une autre publication du SFR sur le même sujet «Le business de la guerre» éditée il y a quatre ans (toujours disponible) où l'on trouve en particulier le texte de la convention de l'ONU contre le mercenariat.

Schweizerischer Friedensrat
(trad. nmv)

Le sniper vedette américain sans remords

Le Marine a tué entre 160 et 250 Irakiens durant la guerre. «Les meilleurs moments de ma vie», raconte-il dans les mémoires qu'il vient de publier. Édifiant.

En mars 2003, les troupes américaines avancent sur Bagdad. A 350 km au sud-ouest de la capitale irakienne, Chris Kyle, posté sur le toit d'une maison de Nasirya, attend en position de tir. L'œil rivé sur la lunette de son fusil 300 Winchester Magnum.

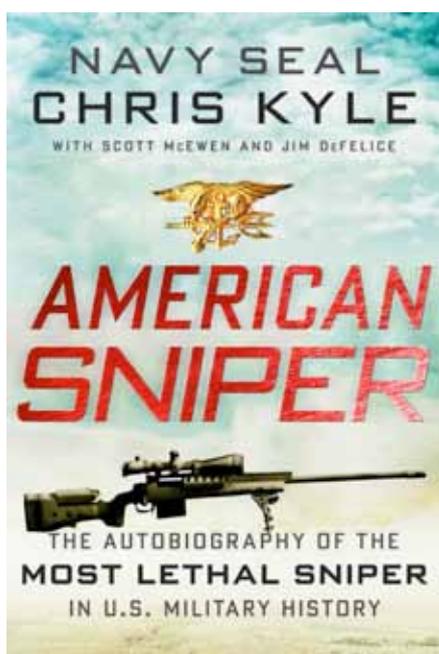
Alors que les Marines ratissent la ville, une femme et son enfant émergent d'une ruelle. Soudainement, elle glisse la main dans sa robe et en sort un objet jaune. A ce moment, Chris Kyle reçoit l'ordre de tirer. Après avoir demandé à nouveau s'il devait vraiment faire feu, le jeune homme prend

une profonde respiration et appuie. La femme, touchée, laisse tomber la grenade qu'elle tenait dans la main. Une explosion retentit, mais aucun soldat américain n'est blessé. Un succès pour le Texan. «C'était grandiose!», confie-t-il dans ses mémoires, *American Sniper*, qui viennent d'être publiés aux USA.

Machine à tuer

«Vous le faites encore et encore, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus personne à abattre.» Chris Kyle est insatiable. Durant ses états de service en Irak, le sniper a officiellement fait 160 victimes, soit plus que n'importe quel autre soldat américain dans cette guerre ou dans n'importe quel autre conflit. Officieusement, on pense qu'il aurait descendu plus de 250 personnes. Et cela, sans le moindre remords.

«J'ai adoré», écrit-il. Ajoutant, presque nostalgique : «J'y ai vécu les meilleurs moments de ma vie.» En 2007, lors de la bataille sanglante de Ramadi, le sniper est alors au mieux de sa forme. Durant les premières heures du combat, il tue deux douzaines d'Irakiens. «Ils sont tombés les uns après les autres. Chaque fois qu'ils passaient dans mon viseur, j'appuyais sur la gâchette», écrit-il d'une prose sèche et lucide.



Un palmarès qui lui a valu le surnom de «diable de Ramadi» de la part des insurgés, et de voir sa tête mise à prix pour 80 000 dollars. Une fierté selon lui, car «c'était la preuve que je faisais du bon boulot». Seule ombre au tableau, un tireur d'élite d'un bataillon rival qui lui faisait de la concurrence. Les insurgés irakiens étaient même prêts à payer plus pour le voir mort, de quoi énerver Chris Kyle. «Bien sûr, je voulais être le meilleur.» Pendant la guerre en Irak, le meurtre est devenu, parmi les forces spéciales américaines, un sport de compétition. A chaque coup de feu, il fallait s'assurer que la victime était bien morte. «Si tu touches une personne d'une balle dans l'estomac, il se peut qu'elle s'en sorte.» Et, à ce petit jeu, c'est le Texan qui, au final, a gagné.

«Zigouiller les méchants, avant qu'ils descendent nos gars», tel était son leitmotiv. Et pour le Marine, il n'y avait pas le moindre doute sur qui étaient les méchants et les gentils. Les insurgés étaient, pour le tireur d'élite, des «bêtes», des fanatiques «inhumains». Après dix ans de service, il ne regrette aucun coup de feu, chacun «d'eux méritait de mourir». Si Chris Kyle peut refléter l'image d'un monstre, d'un tueur de masse au sang froid, l'armée voit les choses différemment. Le jeune homme est couvert de décorations et d'honneur. Un héros américain, mais un héros modeste.

Rêve de cow-boy

Chris Kyle a grandi dans un ranch au Texas, sur une terre où il n'existait que Dieu, la patrie, la famille et la dureté du travail. Son père, intransigeant, lui tapait régulièrement sur les doigts. Mais Chris Kyle n'est pas amer, au contraire, c'était pour lui une éduca-

tion idéale pour se préparer à la vie de soldat. Jeune, le «diable de Ramadi» voulait plutôt devenir cow-boy. Mais suite à une grave blessure lors d'un rodéo, il a dû changer d'orientation. Il a abandonné l'école et s'est enrôlé dans l'armée, désireux d'aller au combat.



En 2003, c'est avec la rage qu'il rentre de sa première affectation en Irak. La raison : son unité a dû plier bagage prématurément. «Je me sentais comme un sale lâche.» Six ans plus tard, Chris Kyle doit à nouveau rentrer précipitamment du front. Mais, cette fois-ci, c'est pour des raisons de santé. Il est pris de crises de panique, de palpitations et de sueurs froides. Aurait-il été rattrapé par les horreurs de la guerre ? Non, rien de grave pour le Marine qui ne veut pas entendre parler des troubles dus à un stress post-traumatique. Mais sa femme voit les choses un peu différemment. Il se réveille souvent en sursaut la nuit. Une fois, encore endormi, il lui a presque cassé le bras. Même s'il refuse de le reconnaître, difficile pour le «diable de Ramadi» de laisser entièrement derrière lui son passé de serial killer en Irak.

Sebastian Moll/InfoSud

Un service civil pour la paix ouvert à tous

C'est l'idée de base du "Service Civil International", un mouvement s'engage pour le service civil, la promotion de la paix et la résolution non-violente des conflits depuis plus de 90 ans.

Promouvoir la compréhension mutuelle et la solidarité par le travail volontaire et l'échange, donner la possibilité aux personnes de s'engager au-delà des frontières en travaillant activement pour la paix est aujourd'hui l'objectif du SCI Suisse résumé en une phrase. Le SCI est une organisation née après la première guerre mondiale en 1920 sur l'initiative de Pierre Cérésolle. A cette époque et pour la première fois, des volontaires issus de pays «ennemis» ont travaillé ensemble à la reconstruction du village d'Esnes près de Verdun, détruit par la guerre (photo). Aujourd'hui, le SCI actif sur 5 continents est organisé en réseau de plus de 40 branches nationales.

Actif sur différents niveaux

Le SCI Suisse n'est pas actif politiquement mais défend clairement une position pacifique pour la paix, aussi vers l'extérieur. Il soutient des initiatives pour le service civil et pour le désarmement, participe à la marche de Pâques et fait partie du KOFF, le centre de compétence réunissant des organisations suisses engagées dans la promotion de la paix.

Le SCI Suisse défend la promotion de la paix, la lutte contre les injustices sociales et l'engagement pour le développement durable. Il s'occupe principalement d'organiser des projets de «travail pour la paix» qui rassemblent des volontaires du monde entier autour d'un programme d'intérêt public.



Le SCI Suisse permet à beaucoup de personnes de concrétiser leur désir d'engagement. Ces personnes peuvent rendre service bénévolement à des communautés locales tout en découvrant d'autres cultures et les pays de l'intérieur. Participer à un chantier du SCI, c'est participer à un projet de développement local au sein d'une équipe internationale. Les volontaires partagent le

quotidien et nouent des amitiés durables avec d'autres volontaires issus d'horizons divers. «J'ai changé mon propre regard sur le monde que je découvrais, dans toute sa magnifique complexité, loin des stéréotypes et des idées reçues» raconte Barbara, volontaire en Ukraine. Le SCI contribue à la promotion de la paix en permettant aux volontaires de surpasser les stéréotypes et d'acquérir des compétences interculturelles.

Caravane de paix à travers l'Europe

Parallèlement aux chantiers internationaux, les activistes du SCI abordent la thématique de la non-violence tout en développant des outils pédagogiques qui peuvent servir dans le travail avec les jeunes et dans l'éducation non formelle. Cette année, au niveau international, un projet spécial va relier onze pays européens. Avec la caravane de la paix, un groupe de volontaires traversera l'Europe de la Finlande jusqu'en Espagne afin de mener des activités de sensibilisation sur les causes des guerres et de la violence et ainsi, de poursuivre l'objectif «No-more-war»: convaincre les gens qu'un monde pacifique est possible.

Alexandra Strebel

Militantes de FEMEN torturées

Trois militantes ukrainiennes du mouvement FEMEN ont manifesté seins nus le 19 décembre devant le bâtiment du KGB à Minsk (Biélorussie) pour marquer le premier anniversaire de la frauduleuse et controversée réélection de l'autoritaire président biélorusse Alexandre Loukachenko. Mal leur en a pris car elles ont été «enlevées par des policiers et des agents du KGB» alors qu'elles s'apprêtaient à prendre le train à Minsk pour regagner l'Ukraine, a indiqué l'une d'elle, Inna Chevtchenko. Selon son

récit, les forces de l'ordre leur ont bandé les yeux et les ont jetées dans un bus qui a roulé toute la nuit jusque dans une forêt dans la région de Gomel (à 320 km de Minsk). Là, leurs agresseurs les ont



forcées à se déshabiller complètement par une température proche de zéro, leur ont versé de l'huile sur le corps en les menaçant de les brûler vives et leur ont coupé les cheveux au couteau, selon Sacha Chevtchenko, la cofondatrice de FEMEN. Toute la scène a été filmée par des hommes du KGB qui ont ensuite abandonné les femmes en pleine forêt sans vêtement ni papiers d'identité. Interrogé par l'AFP, le porte-parole du KGB biélorusse, Alexandre Antonovitch, s'est refusé à tout commentaire.

nmv

Les cercles, instruments de paix

À l'appel de la Commission Tiers-Monde de l'Église catholique et de Terre Nouvelle du côté protestant, une journée de réflexion sur la symbolique des cercles s'est déroulée à l'église du Sacré-Coeur à Genève le 28 janvier dernier. Cercle d'écoute, cercle de silence, cercle artisan de paix...

Un exposé du professeur Philippe Chanson a introduit cette symbolique. Le cercle vertical entre ciel et terre représente la spiritualité dont l'auréole est le signe. Le cercle horizontal représente la communauté dont la couronne est le signe ainsi que la bague au doigt, le collier et le bracelet. Ces deux dimensions sont imbriquées représentant notre nature ambivalente. Le cercle peut aussi signifier l'enfermement c'est pourquoi il doit rester ouvert.

J'ai ensuite conduit un atelier de cercle d'écoute, introduit par un exercice non verbal de miroir en invitant chaque personne à choisir un ou une partenaire pour refléter ses gestes et réciproquement. Le miroir est le pendant non verbal de l'écoute. Ensuite, l'utilisation du processus de communication non violente de Marshall Rosenberg comme outil d'écoute active a été expliqué. Chacun-e a exercé le processus avec son, sa partenaire afin de s'entraîner en vue du cercle

d'écoute. En cercle une personne exprime spontanément en JE ce qu'elle a sur le coeur et une autre reflète spontanément en TU ou en VOUS son sentiment et son besoin. Cela crée des liens et renforce la communauté.



De 12h à 13h nous nous sommes placés en cercle sur le square en face de l'église avec des banderoles expliquant la raison de ce rassemblement insolite: Pour le droit d'asile, la dignité, la liberté, la paix, la solidarité, le respect.

Nous avons exprimé ces besoins en silence car parfois le silence est plus éloquent que la parole. Notre cercle ouvert marquait l'accueil des étrangers et certains spontanément nous ont rejoints.

Après un repas convivial, nous avons été informés par Daphrose Ntarataze du Rwanda sur les cercles de paix en Afrique de l'Est initiés par les femmes. Nous avons expérimenté une première rencontre avec une simulation de conflit et la recherche de solutions. Le but est de recréer les liens rompus par le conflit. Les liens rétablis ont été symbolisés par une pelote de laine lancée parmi les participants et dont le fil a été tenu par chacun et chacune.

Ce fut une journée riche en symbole et en contacts entre personnes de bonne volonté prêtes à s'engager pour une société plus solidaire et non-violente.

Michel Monod

La maltraitance de l'enfant modifie ses gènes

La psychologie a depuis longtemps mis en évidence les conséquences pathologiques à l'âge adulte que pouvaient avoir les maltraitances infligées à un enfant. Des chercheurs de l'Université de Genève et des HUG ont réussi à identifier une "cicatrice génétique" chez des sujets adultes souffrant de troubles psychiatriques.

Lorsqu'une personne subit des violences durant son enfance, cela provoque une modification génétique qui perturbe la régulation de ses gènes. Sur les 101 adultes *borderline* ayant participé à l'étude, les chercheurs suisses se sont en effet rendus compte que seul l'ADN de ceux qui avaient été maltraités durant leur enfance (violences physiques, abus sexuels, etc.) présentait une modification génétique.

Cette mutation peut entraîner des troubles pathologiques ou psychiatriques chez les personnes ayant été maltraitées dans l'enfance qui auraient notamment plus de difficultés à gérer leur stress et leurs angoisses à l'âge adulte.

Le professeur Alain Malafosse, chef du groupe de recherche, précise : «Il est triste de constater qu'un grand nom-

bre de personnes victimes d'abus dans leur enfance, dont plus de 90% sont des femmes, souffrent de troubles psychiatriques et continuent à subir des maltraitances à l'âge adulte. Ces psychopathologies se caractérisent notamment par l'incapacité d'avoir des relations stables et saines. Et cette victimisation peut, malheureusement, se transmettre de génération en génération.»

nmmv

Plumes aux vents

Le roman est aussi un lieu de questionnement et de défense de la nature. Ces sujets sont particulièrement présents chez un groupe d'écrivains de l'Ouest américain. Lecture de l'un d'eux: Rick Bass.

Au même titre qu'elle n'a pas cessé d'interroger les liens de l'individu à la société, la littérature s'est intéressée aux rapports de l'homme à son environnement. Lorsqu'on envisage le rapport des écrivains à la nature dans les lettres occidentales, on est vite invité à traverser l'Atlantique pour les États-Unis et plus précisément le Montana. Cette région incarnant pleinement l'Ouest américain a inspiré nombre d'artistes, et continue de le faire, puisqu'on y compte aujourd'hui un nombre impressionnant d'auteurs, et pas des moindres: James Lee Burke, Annie Dillard, Richard Ford, Jim Harrison, Thomas Mc Guane, James Welch entre autres. Cette vie près ou dans les paysages des Grandes Plaines et des Montagnes Rocheuses, dans un climat aux longs hivers, a donné de superbes récits dont le *La rivière du sixième jour* de Norman Maclean, livre-culte porté à l'écran par Robert Redford sous le titre *Au milieu coule une rivière*.

«Nous ne posons pas la nature autour des personnages ou les personnages autour de la nature. Personnages et nature ne font qu'un», note Rick Bass (photo). Comme ses comparses du Montana, cet écrivain est souvent affilié au genre dit du *nature writing*, caractérisé par l'entremêlement d'observations sur la nature et d'éléments autobiographiques. Si *Le Livre de Yaak* sous-titré «chroniques du Montana» correspond pleinement à cette définition, bien des titres s'en éloignent de par leur caractère fictif. C'est le cas de son dernier recueil de nouvelles traduit: *La vie des Pierres*.

Sismographe de l'intime

Rick Bass est présenté comme un ardent écologiste, qui a quitté son poste de géologue en 1987 pour se retirer dans une vallée du Montana et se consacrer à l'écriture. Son premier métier l'a rendu expert des mouvements telluriques, mais il s'est aussi révélé un sismographe de l'intime, attentif à la vie intérieure des êtres. Ainsi, dans les dix récits de *La vie des pierres*, il amène ses personnages à traverser des moments pour ainsi dire initiatique, dans une confron-



tation avec la nature américaine et avec eux-mêmes. Dans la longue et très belle nouvelle éponyme, une femme atteinte du cancer a pour plus proches voisins des chrétiens fondamentalistes installés de l'autre côté de la montagne. Elle se lie d'amitié avec deux enfants de cette famille par l'entremise de bateaux bricolés accompagnés de messages, le tout glissé dans des bouteilles mises à la rivière. Ce «jeu» la ramène à sa jeunesse et s'entoure d'une sorte de pensée magique: «comme si ces petites embarcations allaient lui ramener son père, alors que rien ni personne n'y avait réussi auparavant».

Rick Bass fait percevoir ce cordon ombilical invisible et insécable reliant les hommes à leur enfance, et à celle qu'on appelle parfois la Terre Mère. Il parle de notre interdépendance avec notre milieu et suggère l'existence pour chacun-e d'un lieu nourricier. Endroit qu'aurait trouvé son héroïne: «une fois le promontoire atteint, quand elle avait allumé son feu et s'était installée dans son trou, elle avait de nouveau le sentiment d'être fixée en un point précis, tel un rocher au milieu du courant, lieu du partage des eaux».

Si les écrivains du Montana sont souvent réduits à tort à des gens parlant de pêche et de chasse, ces sujets sont néanmoins présents. Pour sa part, Rick Bass donne une portée symbolique, voire chamanique à l'acte de chasser. Dans la nouvelle *Son premier élan*, une femme revient sur une scène de chasse fondatrice, où l'observation, la traque, l'abattage, le dépeçage, la préparation puis la cuisson

du gibier deviennent des actes cérémoniels; avec en point d'orgue le repas, où les mangeurs assimilent la force et les qualités de l'animal à mesure qu'ils le consomment.

Elisabeth Vust Morel

Sources:

- Site de Monique Brisset: <http://ecrivainsmontana.free.fr/>
- Rick Bass, *Le livre du Yaak: chroniques du Montana*, traduit de l'américain, par Camille Fort-Cantoni, Gallmeister, 2007
- Rick Bass, *La vie des pierres*, traduit de l'américain par Marc Amfreville, Editions Bourgois, 2009

Agenda des formations

Rappel de nos prochains modules du cycle de formation à la résolution non-violente des conflits, organisés en partenariat avec Peace Brigades International et Greenpeace, et d'autres formations en lien à la non-violence.

Chaque journée de formation repose sur un travail essentiellement actif, en groupe de 8 à 15 personnes. L'interaction se déroule à l'aide d'outils participatifs et sur la base de situations apportées par les participant-e-s.

Les formations ont lieu le samedi de 9h00 à 17h00 au centre socioculturel Pôle Sud à Lausanne. Le tarif est de CHF 140.- par journée (CHF 95.- pour les membres du CENAC, de PBI ou de Greenpeace). Les participants apportent leur pique-nique de midi; les boissons sont offertes.

Le week-end en résidentiel a lieu à Longirod (Vaud), du samedi 10h00 au dimanche 17h00. Prix: CHF 280.- (membres CHF 190.-). Ajouter environ CHF 70.- pour frais de pension.

Inscriptions au secrétariat du CENAC: par téléphone au 021 661 24 34, courriel à rachel.gillard-miaz@non-violence.ch ou internet à la page <http://www.non-violence.ch/form/programme/index.html>

► **Conflits de valeurs et de culture** 31 mars 2012

Ici ou ailleurs, la rencontre avec des personnes provenant d'autres cultures ou défendant d'autres valeurs peut apporter une grande richesse. Elle peut aussi provoquer certains conflits, au niveau professionnel comme dans la vie privée. Certaines facettes de notre identité semblent mises en danger dans ces rencontres. Comment les identifier et les exprimer pour dépasser les préjugés, et ne pas tomber dans le piège de la discrimination? Comment faire pour rester soi-même et respecter l'autre dans sa différence et son originalité?

Animation : Tania Allenbach-Stevanato et François Beffa

► **Conflit dans un groupe** 28-29 avril 2012

Famille, comités associatifs, équipes d'amis, de collègues, tout groupe consti-

tué connaît des conflits, passagers ou récurrents. Comment éviter que ces conflits ne dégénèrent ou qu'ils ne démotivent les membres du groupe? Ces 2 jours nous permettront de comprendre que les conflits sont naturels et utiles, les identifier ainsi que repérer ce qui est du jugement (ce qui m'appartient) et ce qui est de l'observation. Nous étudierons nos propres attitudes en lien avec le conflit et travaillerons avec divers outils de régulation non-violente des conflits.

Animation : Dominique Del Custode et Astrid Berger Tombet.

Animation : Dominique Del Custode et Astrid Berger Tombet

► **Négociation coopérative** 12 mai 2012

Une saine communication et une saine gestion des conflits permettent de transformer un conflit en une série de problèmes à résoudre par la négociation. Comment élaborer ensemble des solutions gagnant-gagnant? Quelle conduite adopter ou privilégier? Comment surmonter les réticences de l'adversaire? Telles seront les principales questions abordées lors de cette session.

Animation : Mijo Nanchen et Frédérique Rebetz

► **Couple et non-violence** 16 juin 2012

Par l'attrait mutuel, par l'intimité partagée, par les attentes réciproques mais aussi par des souhaits divergents, la relation de couple est souvent marquée par une forte intensité émotionnelle. Comment préserver le lien et l'affection malgré les divergences? Comment ne pas laisser des formes insidieuses de violence, manque de respect, refus de marques d'affection ou d'encouragement, retrait dans son propre monde, miner la relation?

Nous travaillerons sur la communication et la non-violence qui sont les moteurs

même de l'épanouissement à la fois individuel et commun et qui favorisent l'envie de partage pour le couple.

Animation : Dominique Del Custode et Michel Baeriswyl Muri

Hors programme

► **Action directe non-violente et désobéissance civile**

28 et 29 avril 2012

La Cézille (au dessus de Gland)

Réservé aux personnes majeures

Ce stage s'adresse tant aux militant-e-s expérimenté-e-s qu'aux débutant-e-s et implique une adhésion à l'esprit du *Manifeste des désobéissants*. Il associe approche théorique et exercices pratiques, mises en situation, techniques et bricolage destinés à permettre de mener à bien des actions directes non violentes. Ce stage favorise l'échange de savoirs et de pratiques, la réflexion par petits groupes, l'auto-formation et des modes de fonctionnement égalitaires et non-violents. Un des objectifs est également de créer un réseau suisse de militant-e-s venant des différentes associations et désirent utiliser la voie (voix) de la non-violence pour se faire entendre. Des ateliers *Médias* et *Juridique* offrent aussi l'occasion de mieux comprendre comment rendre visibles nos luttes et mieux nous défendre contre la répression, voire utiliser celle-ci lorsqu'elle peut être utile.

La participation aux frais de CHF 80.- est destinée à couvrir les coûts de transport et d'hébergement des formateurs bénévoles et à soutenir le collectif. mais ne doit pas être un obstacle à la participation au stage (négociable pour petits et sans revenus). Afin de limiter les frais et de faciliter l'organisation nous proposons la formule du repas canadien.

Animation : Xavier Renoud

Inscriptions : mijo.nanchen@bluewin.ch

À notre Centre de documentation

Nos sélections et nouveautés cataloguées de novembre à février.

► La migration comme métaphore

Jean-Claude Métraux, préf. de Jean Furtos, Paris, La Dispute, 2011, 262 p.

Cote CENAC : 325 MET

«Nous peinons avec l'altérité. Pire, penchés depuis des lustres sur les maux des naufragés, nous tendons à creuser l'abîme qui nous sépare. Chercheurs et praticiens, professionnels de la santé, du social, de l'éducation et de l'humanaire, citoyens et politiciens, nous piétons, enchevêtrés dans nos nœuds de certitudes. Il est temps d'y remédier. Ce livre propose une perspective alternative.»

C'est ainsi que s'ouvre le livre de Jean-Claude Métraux, *La migration comme métaphore*. Dans sa quête d'alternative, l'auteur structure son propos en trois parties.

La première partie revisite la définition de la migration en affirmant que nous sommes tous des migrants, spatiaux et/ou temporels. Que toute migration est un deuil, qu'elle comporte un monde ancien et un monde nouveau. Et que le passage réussi de l'un à l'autre n'est pas chose facile.

La seconde partie prend appui sur *L'orientalisme: l'Orient créé par l'Occident* de l'intellectuel palestinien Edward Said (1978). Selon Jean-Claude Métraux, l'analyse de Said – une analyse du discours colonial sur les populations

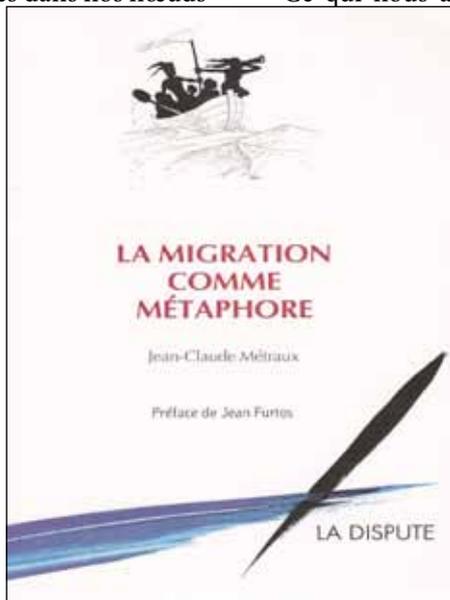
orientales – s'applique parfaitement au sujet de la migration. Son discours est transposable en tous points. L'auteur parle longuement du «modèle des déficits». Selon ce modèle, les migrants sont définis par ce qui leur manque: langue, qualifications, valeurs, normes, et les professionnels du domaine sont priés de les épauler pour parvenir à surmonter leur handicap. Toute la politique sociale est imprégnée de ce regard qui vise à combler un «manque». L'échange est forcément inégal.

Ce qui nous amène à la troisième

partie. Recourant à de nombreux exemples vécus, l'auteur explique comment la relation entre le «professionnel» et le... patient, bénéficiaire, client...? devrait se dérouler. Pour ce faire, Jean-Claude Métraux a recours à la théorie du don abordée par les anthropologues, comme Marcel

Marshall Sahlins. Selon Mauss, le don est obligatoirement suivi du contre-don. Articulé autour du triptyque «donner-recevoir-rendre», il permet la récréation permanente du lien social. Jean-Claude Métraux parle de «paroles précieuses» qui rendent possible le deuil et l'intégration créatrice». «La reconnaissance prime sur la connaissance» affirme l'auteur. C'est ainsi seulement qu'un véritable échange peut s'effectuer entre les parties.

Pierre Flatt



► Le livre de Handala : les dessins de résistance de Naji al-Ali ou l'autre histoire de Palestine

Naji al-Ali, textes d'introd. Mohammed al-Asaad, préf. de Jean Plantu, postf. d'Alain Gresh, Hoenheim, Scribest publications, 2011, 170 p.

Cote CENAC : 956.96 ALA

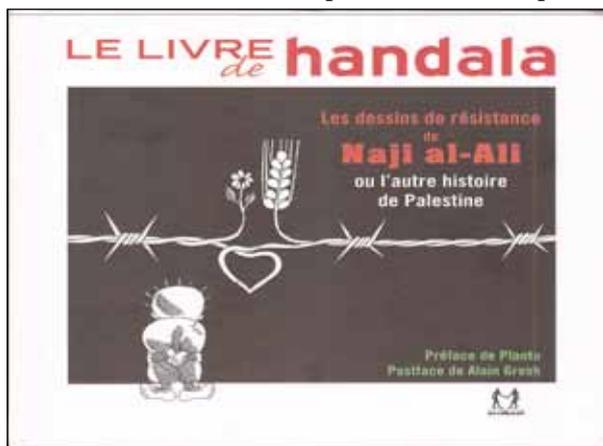
Handala, «amer comme la coloquinte» en arabe, est le personnage fétiche de l'artiste palestinien Naji al-Ali. L'auteur naît en 1936 dans un petit village de Palestine alors sous mandat britannique. 1936, c'est aussi l'année de l'éclatement de la Grande Révolte arabe contre l'occupation britannique et l'immigration juive. C'est donc peu dire que Naji al-Ali est aux premières loges de l'Histoire.

Handala, petit personnage que l'on voit presque toujours de dos, fait face à l'Histoire qui se déroule devant ses yeux, comme s'il voulait prendre à témoin le lecteur en lui déroulant le film de la tragédie palestinienne. Avec son costume rapiécé, ses mains croisées dans le dos, ses pieds nus, il symbolise le peuple palestinien, en piteux état certes, mais toujours présent, toujours debout. Comme le dit Plantu dans sa préface, «Le jour où la Palestine aura son État, et que le petit personnage de dos pourra rentrer chez lui, il se retournera et regardera le lecteur; Handala incarne les réfugiés palestiniens, souvent oubliés, et leur droit à rentrer chez eux. On pourrait imaginer une exposition de dessinateurs de presse du monde entier présentant le visage enfin souriant de Handala. Ce jour-là, ce sera la paix au Proche-Orient.»

Naji al-Ali n'épargne personne dans ses dessins. Il s'attaque à l'État d'Israël

et aux Etats-Unis mais aussi aux pays arabes et même à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). C'est clairement quelqu'un qui dérange. Car sa renommée est énorme dans le monde arabe. C'est ainsi qu'il tombera sous les balles d'un commando à Londres en 1987. Aujourd'hui, on ne connaît toujours pas l'identité des tueurs ni des ses commanditaires.

Naji al-Ali est l'auteur de plus de 10'000 dessins. Les dessins regroupés dans cet ouvrage sont pour la majeure partie sans textes, alors que la plupart des dessins de l'auteur comportait du texte. Ce livre s'adresse en effet au public non



arabophone en premier lieu. Il vise à introduire à l'œuvre de ce grand artiste. Comme Alain Gresh l'écrit dans sa postface, on « imagine le sourire de Naji, « quelque part là-haut, assis sur un nuage » devant le spectacle des révolutions arabes. Car Naji a aussi fustigé les dictatures, celles-là mêmes qui s'effondrent aujourd'hui. On aurait aimé voir Handala place Tahir.»

Pierre Flatt

► Chemins de traverse : vivre l'économie autrement

Emmanuel Faber, préf. de Franck Riboud, Paris, Albin Michel, 2011, 222 p.

Cote CENAC : 330 FAB

Emmanuel Faber, vice-président de Danone, 2ème groupe agro-alimentaire mondial, a une conscience. En un peu plus de 200 pages, l'auteur nous raconte son enfance et sa réussite fulgurante dans le milieu des affaires. Son récit est entrecoupé de citations de philosophes, économistes, écrivains. Car Faber est cultivé et se pose des questions. Devant l'aberration d'une finance obsédée

par une pensée unique, celle de faire de l'argent, et cela quels que soient les moyens, il se surprend à douter. Et de claquer la porte de la finance, responsable de (presque) tous les maux, pour rejoindre le groupe Danone.

Dans une deuxième partie, l'auteur évoque sa grande découverte du social

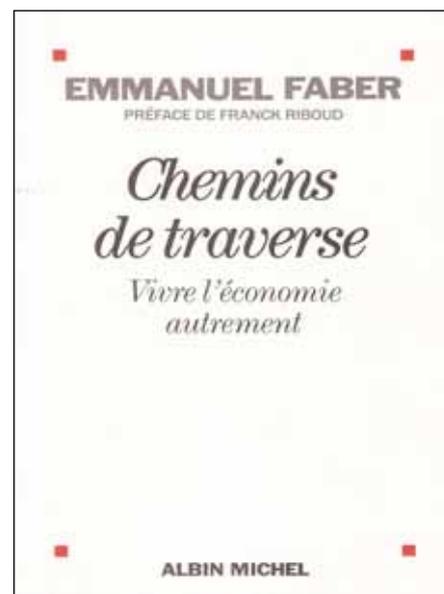
business ou entrepreneuriat social. Activité à but non lucratif, visant en premier lieu à la recréation du lien social, Faber présente les activités de Danone en collaboration avec la Grameen Bank du

Souhaiteriez-vous vous informer «à l'oeil» sur la non-violence?

Une manière de procéder toute simple vous donnant facilement accès aux parutions récentes est de rédiger vous aussi des notes de lecture. Pour ce faire, il suffit de prendre contact avec le secrétariat : 021 661 24 34 ou le centre de documentation : documentation@non-violence.ch

Bangladesh et son micro-crédit, cher à Mohamed Yunus. Il explique comment Danone a très rapidement cherché à valoriser l'environnement social dans lequel l'entreprise évoluait. Avec des résultats probants sans doute.

Mais cet ouvrage, qui ne manque pas d'auto-satisfaction, ne révèle pas beaucoup plus qu'un parcours et une réussite individuelle. Son discours appelle à un changement personnel sans remettre fondamentalement en question le sys-



tème économique, à l'exception de la finance, cible devenue habituelle ces dernières années. Un simple exercice de *greenwashing*? Le besoin de confiances d'un homme parvenu au sommet de la hiérarchie? Une exhortation à l'adresse de ses semblables: nous les hommes de bonne volonté, nous parviendrons à bout de l'injustice ? On ne sait pas trop bien et on en reste sur sa faim...

Pierre Flatt

NON-VIOLENCE

- ▶ **La lutte non-violente en 50 points : approche stratégique de la tactique quotidienne**, Srdja Popovic, Andrej Milivojevic and Slobodan Djinovic, Belgrade, Centre for Applied NonViolent Action and Strategies (CANVAS), 2006
- ▶ **Entrer dans l'âge de la non-violence**, Jean-Marie Muller, préf. de Stéphane Hessel, Relié, 2011
Cote CENAC : 301.632 MUL

NON-VIOLENCE DANS L'HISTOIRE

- ▶ **Gardarem ! : Chronique du Larzac en lutte**, Christiane Burguière; préface de José Bové, Toulouse, Privat, 2011, 408 p.
Cote CENAC : 322.42 BUR

CHRISTIANISME

- ▶ **L'ombre du Galiléen : récit historique**, Gerd Theissen, Cerf, 1989
Cote CENAC : 843 THE

DÉSOMBÉISSANCE CIVILE

- ▶ **Désobéir par éthique professionnelle**, Alternatives non-violentes n° 160, 2011
Cote CENAC : 323.44 DES-3
- ▶ **Faucheurs volontaires**, Les Dessin'acteurs, 2010
Cote CENAC : 322.6 LES
- ▶ **Désobéir à Big Brother**, Les Désobéissants, Editions le passager clandestin, 2011
Cote CENAC : 322.6 LES
- ▶ **Résistance au gouvernement civil et autres textes**, Henry D. Thoreau, introduction et notes de Michel Granger, Le Mot et le reste, 2011
Cote CENAC : cote 323.44 THO

ÉCOLOGIE

- ▶ **Impliquez-vous ! : 101 actions solidaires et écolos pour un monde meilleur**, Christophe Chenebault, préf. de Pierre Rabhi, Eyrolles, 2011
Cote CENAC : 301.3 CHE

ÉDUCATION

- ▶ **Comprendre et désamorcer la violence chez les jeunes : guide d'outils pratiques pour canaliser la violence**, Violaine Martinella-Grau, LEP Editions Loisirs et pédagogie, 2011
Cote CENAC : 301.633 MAR
- ▶ **Éloge de l'éducation lente**, Joan Domènech Francesch, Chronique sociale, 2011
Cote CENAC : 370 DOM
- ▶ **Jeux éthiques (Activités 6-12 ans)**, F. Wauters-Krings, P. De Kemmeter, Casterman, 2011
Cote CENAC : 790 WAU
- ▶ **Cent histoires du soir**, Sophie Carquain, Marabout, 2010
Cote CENAC : 808.068 CAR
- ▶ **Jeune qu'une fois : introduction à la lutte nonviolente à l'intention des jeunes [sic]**, Christopher A. Miller, Addis-Abeba, Université pour la paix - Programme Afrique, 2009
Cote CENAC : BR 2154

OBJECTION

- ▶ **Normes internationales concernant l'objection de conscience au service militaire**, Rachel Brett, Genève, Bureau quaker auprès des Nations Unies (QUNO), 2011
Cote CENAC : BR 2155

SOCIÉTÉ

- ▶ **Les sentiers de l'utopie**, Isabelle Fremaux et John Jordan, Zones, 2011
12 utopies en Europe, alternatives au capitalisme, avec DVD
Cote CENAC : 301.2 FRE
- ▶ **Dépasser la haine, construire la paix : témoignages de paix de la région des Grands Lacs**, Lausanne, En bas, 2011
Cote CENAC : 967 DEP – RDC-Burundi-Rwanda
- ▶ **La migration comme métaphore**, Jean-Claude Métraux, La Dispute, 2011
Cote CENAC : 325 MET

- ▶ **A quoi bon un état palestinien ?**, Books, 2011
Cote CENAC : BR 2153 – Israël/Palestine
- ▶ **Le livre de Handala : les dessins de résistance de Naji al-Ali ou l'autre histoire de Palestine**, Scribest publications, 2011
Cote CENAC : 956.96 ALA – Palestine/Israël
- ▶ **La belle amour humaine**, Lyonel Trouillot, Actes Sud, 2011
Cote CENAC : 840. TRO – Haïti

DVDs

- ▶ **Civil resistance : a first look**, International Center on Nonviolent Conflict, Washington DC, 2010
Cote CENAC : K.D.010
- ▶ **Bringing down a dictator**, Steve York, New York, York Zimmerman Inc., 2001
Cote CENAC : K.D.009 – Serbie, mouvement citoyen

ARTICLES

- ▶ **Cahiers de la Réconciliation : le dépouillement des anciens numéros se poursuit, sept articles des années 1969 et 1970 ont été catalogués.**
- ▶ **Silence : dépouillement de trois anciens numéros de 2011.**
- ▶ **Non-violence Actualités : début du dépouillement.**
- ▶ **Alternatives non-violentes : dépouillement du n° 160 (2011).**

Catalogue consultable sur l'Internet
Inscription aux listes de nouveautés en créant un compte de lecteur gratuit sur :
www.non-violence.ch/doc/index.html
Réponses à vos questions:
documentation@non-violence.ch

En bref

Quelques nouvelles d'ailleurs, d'autre part, de partout...

NDAА : quatre lettres de trop

Le Congrès américain a adopté le *National Defense Authorization Act* (NDAА) qui rappelle trop les lois d'exception connues lorsque la peste brune ravageait l'Europe. Cette loi permettra à l'armée américaine d'emprisonner pour une durée indéterminée tout citoyen du monde, où qu'il se trouve, même à son propre domicile, sans passer par une inculpation et sans qu'un procès ait nécessairement eu lieu.

«Vol spécial» primé

Le documentaire *Vol spécial*, du réalisateur lausannois Fernand Melgar (photo) a été désigné meilleur film suisse de l'an-



née par les critiques de cinéma. Cette distinction, attribuée pour la première fois, lui a été remise le 20 janvier aux Journées cinématographiques de Soleure sous forme d'un certificat car la récompense n'est pas dotée faute de sponsors.

Franco exhumé

Une commission d'experts estime que les restes du dictateur enterré au mausolée du Valle de los Caídos (photo) près de Madrid, devraient être déplacés en un lieu plus discret. Dominant un cirque naturel à 58 km de Madrid, cette impressionnante construction édifiée à la gloire du *Caudillo* héberge, sous une croix de 150 mètres, les dépouilles de Franco et de Primo de Rivera (fondateur de la Phalange), dans une crypte souterraine couverte d'une dalle de granit de 1,5 tonne.

«C'est une situation unique au monde et totalement anormale, explique l'historien Julian Casanova. Imagine-t-on



un mausolée mégalomane en hommage à un dictateur qui a écrit des pages noires de notre Histoire, un lieu visible à des dizaines de kilomètres à la ronde, et voisin de notre capitale?». Cette expertise est en soi une petite bombe dans un pays qui n'a jamais su se mettre d'accord sur la figure de Franco, dictateur de 1936 sa mort en 1975.

Syrie

L'illustration représente les plus de 8'000 victimes d'al-Assad Jr. en un an. Les enfants sont en gris...

15 mai - Journée internationale de l'objection de conscience

Depuis 1986, le 15 mai est considéré par les associations de défense de l'objection de conscience comme la journée internationale en faveur de cette cause. Comme le stipule l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme: tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression. Ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. Cette date mériterait d'être davantage reconnue.



Droits sans frontières

La Suisse a une responsabilité particulière en tant que siège de très nombreuses sociétés internationales. Par ses cadeaux fiscaux et d'autres avantages, elle attire de plus en plus de sociétés étrangères douteuses. La Suisse s'est jusqu'ici prononcée contre des dispositions juridiquement contraignantes pour les multinationales. Il est grand temps que cela change!

La campagne «Droit sans frontières» demande au Conseil fédéral et au Parlement de créer les bases légales pour que les entreprises ayant leur siège en Suisse respectent les droits humains et environnementaux partout dans le monde. Les victimes de violations des droits humains et des normes environnementales par ces firmes, leurs filiales et fournisseurs, doivent pouvoir porter plainte en Suisse pour obtenir réparation. Plus d'infos: www.droitsansfrontieres.ch

© Richard Jonhson – National Post 13/01/12

Agenda

Notre sélection de rendez-vous pour se former, comprendre, résister, avancer...

FORMATIONS

Adolescence et migration

7 et 14 mai 2012

Lausanne, Appartenances

Par Diane Escamilla, psychologue

- Mise en perspective de l'étape de l'adolescence dans différents contextes socioculturels.
- Compréhension des dynamiques trans-générationnelles: enjeux de la filiation, conflits de loyauté et de valeurs.
- Positionnements professionnels visant un issu créatif à la crise de l'adolescence.

Programme, contenu et inscription: www.appartenances.ch/formations.html

Renseignements: Appartenances, K. François, k.francois@appartenances.ch ou 021 341 12 50

Energy Academy : 100% renouvelable

Cours 4: 14 & 21 avril 2012

Cours 5: 17 & 24 août 2012

lieu à préciser, Greenpeace

Par Rudolf Rechsteiner, ancien Conseiller national, chargé de cours à l'EPFZ et aux unis de Bâle et de Berne

En deux journées de cours, familiarisation avec les options fondamentales de l'avenir énergétique et présentation des possibilités et solutions qui s'offrent à la politique énergétique suisse. Puis, en petits groupes, esquisse des meilleurs scénarios pour l'avenir, entraînement au débat convaincant, test des arguments en débat.

Programme, contenu et inscription: www.greenpeace.org/switzerland/fr/agir/agenda/energy-academy/

Renseignements: 100pro-erneuerbar@greenpeace.ch ou 044 447 41 71.

Couple: Quand nos différences nous rendent la vie difficile

22 avril 2012

Centre spirituel La Pairelle, Namur (B)

Par Ariane et Benoît Thiran, formateurs à la relation non-violente

L'aventure du couple n'est-elle pas une his-

toire d'alliance? Faire alliance quand tout va bien, pas de problème! Mais quand ça va mal, quand on se blesse l'un l'autre, comment rester alliés? Comment relever le défi de l'amour jusque dans ses zones d'ombres? Une journée où Évangile et sciences humaines se complètent pour nous aider à entrer dans ce changement de regard sur nous-mêmes et sur notre conjoint-e.

CENAC

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

23 mai 2012 - 19h30

CPO - Centre pluriculturel et social d'Ouchy, Lausanne

Communication: Oser être vrai et accueillir l'autre dans sa vérité

20 mai 2012

Centre spirituel La Pairelle, Namur (B)

Par Ariane et Benoît Thiran, formateurs à la relation non-violente

Nous nous sentons si souvent maladroit pour communiquer à l'autre ce que nous vivons et le recevoir dans ce qu'il/elle vit. Sortir du non-dialogue ou de la mal-communication, sans s'écraser, ni enfermer l'autre... Plongée au cœur de nos vies et de l'Évangile pour y découvrir un chemin de dialogue et de communication non-violents ouvrant de nouveaux horizons.

Renseignements et inscriptions: www.sortirdelaviolence.org/formation.htm. Association Sortir de la Violence, info@sortirdelaviolence.org ou 0032 2 646 09 83

Formation à la médiation

28-29 septembre, 5-6 octobre, 9-10 novembre, 30 novembre-1er décembre

Lausanne, AsMéd-VD

Par Philippe Beck & Chantal Furrer Rey

Cette formation de 8 jours enseignera les savoir-être et savoir-faire nécessaires à l'exercice de la médiation en toutes circonstances ne nécessitant pas de connaissances spécialisées. Contenu centré sur la pratique, construit avec les participant-e-s.

D'importants rabais sont proposés en cas d'intégration ultérieure au réseau de médiateurs/trices bénévoles d'AsMéd-VD.

Programme, contenu et inscription: www.mediation-de-voisinage.ch

Renseignements: Ph. Beck, formation-vd2012@mediation-de-voisinage.ch ou 021 802 21 80

EXPOSITIONS

Crimes de sang. Une exposition sur la vie

jusqu'au 1er juillet 2012

Berne, Musée historique

Cette exposition cherche à analyser le phénomène des actes de violence criminelle dans ses dimensions historique et actuelle. Elle pose toute une série de questions sur des aspects aussi divers que la valeur d'une vie humaine, les dieux assassins, la guerre, le terrorisme, les tueurs fous, les



meurtriers et les crimes de sang. Sans donner de réponses toutes faites, cette exposition se veut résolument optimiste.

<http://www.bhm.ch/fr/expositions/>

JOURNÉES OFFICIELLES

🌐 mondiale 🌐 internationale

Avril

4 J de la lutte antimines 🌐

22 J de la Terre nourricière 🌐

Mai

3 J de la liberté de la presse 🌐

12 J du commerce équitable 🌐

17 J contre l'homophobie 🌐

21 J de la diversité culturelle 🌐

25 semaine de solidarité avec les peuples des territoires non autonomes

Juin

4 J des enfants victimes innocentes 🌐

5 J de l'environnement 🌐

12 J contre le travail des enfants 🌐